

HC  
111  
.A314  
1976/77

IC

# RAPPORT ANNUEL 1976-1977



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Industrie  
et Commerce

Industry, Trade  
and Commerce

Ministère de l'Industrie et du Commerce  
Ottawa (Ontario)

DEPARTMENT OF INDUSTRY  
TRADE & COMMERCE  
LIBRARY  
APR 26 1978  
BIBLIOTHÈQUE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE  
ET DU COMMERCE

Il est l'honneur de vous présenter le rapport annuel  
du Ministère de l'Industrie et du Commerce de  
l'année 1976-1977.

*[Signature]*  
G. J. Campbell  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Ministère de l'Industrie et du Commerce  
RAPPORT ANNUEL  
1976-1977

Il est l'honneur de présenter à votre Excellence le rapport  
annuel du Ministère de l'Industrie et du Commerce, pour  
l'année 1976-1977.

Le rapport est divisé en deux parties. La première  
partie est consacrée aux services de base et la seconde  
partie est consacrée aux services de pointe.

1976-1977  
1976-1977

Nº de cat: Id-1-1977F

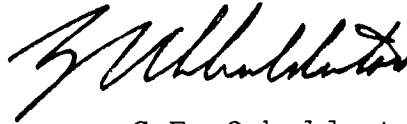
ISBN: 0-662-01783-8

OTTAWA

L'honorable Jack H. Horner  
Ministre de l'Industrie et du Commerce  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel des activités du ministère de l'Industrie et du Commerce, du 1er avril 1976 au 31 mars 1977.



G.F. Osbaldeston  
Sous-ministre

OTTAWA

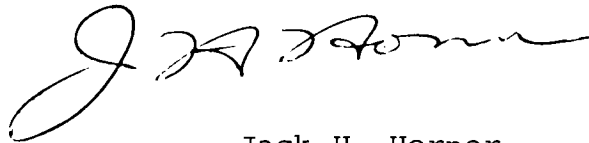
Son Excellence  
le très honorable Jules Léger, C.C.  
Gouverneur général du Canada

Excellence,

J'ai l'honneur de présenter à votre Excellence le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour la période du 1er avril 1976 au 31 mars 1977.

C'est le résumé des politiques et activités du Ministère, ainsi que des services qu'il a rendus, qui est soumis à votre Excellence.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de mon profond respect.



Jack H. Horner  
Ministre de l'Industrie  
et du Commerce

## Table des matières

	Page
INTRODUCTION.....	3
CRÉATION DE NOUVEAUX PRODUITS.....	4
EXPANSION DU MARCHÉ.....	7
Consortiums.....	7
Centre des entreprises à participation et des projets clés en main.....	7
Direction des projets d'immobilisation.....	8
Direction générale des programmes et services d'exportation.....	9
Autres programmes d'expansion.....	10
Service des délégués commerciaux.....	11
Activités spécifiques d'exportation.....	12
RENDEMENT DE LA PRODUCTION.....	18
Activités universitaires.....	18
Conversion au système métrique.....	19
Programme d'accroissement de la productivité (PEP).....	19
Protection de l'environnement.....	19
Produits forestiers.....	20
Électricité et électronique.....	20
Matériel agricole.....	21
Produits de consommation.....	21
ÉCONOMIE INTERNATIONALE.....	21
États-Unis.....	21
Europe de l'Ouest.....	23
Europe de l'Est.....	25
Pacifique, Asie et Afrique.....	26
Antilles et Amérique centrale.....	28
Amérique latine.....	28
Négociations commerciales multilatérales.....	29
Commerce des produits.....	30
Coopération industrielle.....	30
Céréales et oléagineux.....	30
Industries de transformation des richesses naturelles..	32
Matériel électrique et électronique.....	33
Programmes et contrats pour le matériel de défense.....	34
Transports.....	34
Textiles.....	35
Sciences et technologie.....	35
Normes.....	35
ÉCONOMIE INTÉRIEURE - ACTIVITÉS RÉGIONALES.....	36
Exploitation des richesses naturelles.....	36
Pâte, papier et produits du bois.....	37
Sidérurgie.....	38
Métaux non ferreux.....	38
Charbon.....	38
Textiles et produits de consommation.....	39
Industrie chimique.....	39
Électricité et électronique.....	40
Industrie des transports.....	41
Machines.....	42
Design.....	43
TOURISME.....	44
ÉTAT DES DEPENSES.....	48
ÉTAT DES RECETTES.....	49



## INTRODUCTION

Dans le monde entier, les gouvernements se sont surtout préoccupés cette année de la situation économique et de ses implications intérieures sur l'emploi, l'inflation et la reprise économique. La hausse du coût de l'énergie a lourdement surchargé la balance des paiements des pays développés et en développement, et les responsables des politiques ont surtout recherché les moyens de relancer l'activité économique sans inflation galopante.

Les discussions internationales entamées à plusieurs niveaux, y compris des chefs de gouvernement, étaient destinées à rétablir la confiance et à formuler de vastes plans d'action. Cependant, en dépit de ces efforts, la situation économique est restée grave et les gouvernements se sont heurtés partout à un protectionnisme croissant chez eux et à l'étranger.

Après l'élection présidentielle américaine, les réunions entre le Secrétaire du Commerce des États-Unis et notre Ministre, ainsi que la visite du Premier ministre à Washington et d'autres réunions intergouvernementales, ont permis de discuter des affaires commerciales et d'améliorer encore les relations entre nos deux pays.

Le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis a atteint un nouveau niveau record avec plus de \$50 milliards au cours de l'année. Le Canada a maintenu un léger avantage car ses exportations ont représenté un tout petit peu plus de la moitié de ce montant.

Cependant, le tourisme est un secteur préoccupant. Pour la première année depuis que nous disposons de données, plus de Canadiens ont visité les États-Unis que d'Américains le Canada. Le déficit touristique du Canada dans la balance internationale des paiements a atteint un nouveau plafond de \$1,2 milliard en 1976-1977, et un peu plus de la moitié de ce déficit est dû aux échanges touristiques avec les États-Unis.

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest ont augmenté légèrement et dépassé les importations d'environ \$1 milliard. Bonne comme le montrent les chiffres, la coopération entre le Canada et l'Europe de l'Ouest est encore nettement inférieure à son potentiel en ce qui concerne les investissements, les liens entre sociétés et les échanges technologiques.

Le commerce avec l'Europe de l'Est a battu un autre record et les exportations canadiennes ont presque atteint le palier du milliard de dollars. Le Canada et l'U.R.S.S. ont signé un accord à long terme en vue d'une expansion et d'une diversification du commerce entre les deux pays.

Le Japon est toujours le deuxième partenaire commercial du Canada. Les exportations canadiennes ont représenté plus de la moitié de ces échanges commerciaux bilatéraux d'un montant de \$4 milliards. Le Canada a continué à trouver d'autres débouchés sur les marchés asiatiques et a prolongé de trois ans son accord commercial avec la République populaire de Chine.

En dépit de la baisse du prix mondial du sucre, le Canada a réussi à augmenter ses exportations vers Cuba et vers l'Amérique centrale. Les exportations vers l'Amérique du Sud et le Mexique ont battu un record en dépassant le chiffre de \$1 milliard et le Canada a obtenu dans ces pays quelques contrats importants impliquant une technologie et du matériel spécialisés.

Même si le commerce canadien a connu des tendances favorables, la concurrence internationale devient de plus en plus âpre. L'industrie canadienne a cherché des moyens de progresser et des possibilités de remplacer certaines de nos importations par des produits fabriqués au Canada. Le Ministère a encouragé cette tendance en analysant les importations et en faisant des études de marché.

En outre, pour s'adapter aux conditions économiques changeantes, le Ministère a poursuivi la réévaluation de ses priorités, ses études sur l'impact des programmes d'aide, et des études parallèles en vue d'améliorer ses relations avec les entreprises et l'industrie.

#### CRÉATION DE NOUVEAUX PRODUITS

Dans le cadre du Programme d'avancement de la technologie (PAIT), destiné à encourager la mise au point de nouveaux produits et processus par les fabricants canadiens en finançant jusqu'à la moitié du coût des projets choisis, les régions ont approuvé 48 des 112 nouvelles soumissions concernant toutes des compagnies qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à \$2 millions. Les projets provenaient de toutes les provinces avec un nombre croissant des Maritimes et des provinces de l'Ouest.

Une nouvelle entreprise proposait la production d'électricité grâce à l'énergie solaire et éolienne. Près de la moitié des projets terminés dans le cadre du PAIT ont été jugés fructueux et ont permis des ventes supérieures à \$300 millions, surtout sur les marchés d'exportation.

Dans les industries océaniques, certaines réalisations intéressantes financées par le PAIT comprennent un centre collecteur, qui recueille le pétrole brut arrivant de plusieurs puits sous-marins, et le sous-marin TAURUS pour le fonctionnement, l'inspection et



l'exploration des gisements pétrolifères en mer. Un programme lancé avec l'aide du PAIT est destiné à construire et à commercialiser un dispositif de plongée en saturation à 500 mètres de profondeur comportant une tourelle de plongée, des installations de décompression et des systèmes de contrôle et de manoeuvre. Un autre projet concerne un profilage qui permet aux tuyaux de forage de résister à la poussée des courants rencontrés, par exemple, dans les fleuves et les golfes.

Dans le secteur ferroviaire, le PAIT a aidé à mettre au point une machine très rapide de bourrage de traverses pour l'entretien des voies principales, qui travaille de 10 à 12 fois plus vite que les dameuses traditionnelles. Une grue automotrice de 20 tonnes, actuellement en cours d'essai par les sociétés ferroviaires CN et CP, a encore ajouté une autre dimension à l'industrie manufacturière canadienne.

En fonction des possibilités du marché, des entreprises canadiennes du secteur des transports urbains ont mis au point ou amélioré des produits aussi divers que des systèmes de contrôle de la circulation, des simulateurs de conduite et des commandes de propulseurs. Un siège pour autobus, financé dans le cadre du Programme d'aide au design industriel (IDAP), a permis d'obtenir jusqu'à présent des commandes à l'exportation de \$2 millions et a amélioré la technologie de l'entreprise dans ce domaine. Un nouveau tramway et une installation de contrôle du transport urbain constituent deux autres projets intéressants en cours.

Une autre réalisation dans le domaine du transport urbain est un nouvel autobus de 30 pieds pour les itinéraires moins fréquentés ou les services de navette aux aéroports. Le modèle présente certaines caractéristiques des autobus européens et des éléments qui ont fait leurs preuves en Amérique du Nord.

Un véhicule tout terrain de lutte contre les incendies avec un système de lance à neige carbonique pour combattre les incendies d'avion est maintenant au stade du prototype et les commandes commencent à arriver. La première concerne trois véhicules pour un pays africain.

L'aide à l'innovation accordée aux entreprises canadiennes tend à favoriser les véhicules plus légers et plus économiques avec des pare-chocs en aluminium et des systèmes de poulies plus efficaces.

Dans le secteur aéronautique, la mise au pont du Trigull, nouvel appareil amphibie léger, est maintenant terminée et il a obtenu la certification de Transports Canada. La production en série va démarrer.

Le Ministère continue à aider les fabricants de matériel de télécommunications à mettre au point des circuits électroniques, des produits spéciaux pour les systèmes téléphoniques, des micro-circuits, des systèmes téléphoniques ruraux et des systèmes de communications par fibres optiques. Les appareils de visualisation en couleur pour la surveillance, l'avionique, les instruments et le contrôle des opérations constituent d'autres domaines dans lesquels le Ministère aide à défrayer le coût élevé des nouveaux produits.

Les nouveaux progrès technologiques réalisés dans le secteur des machines, avec l'aide de programmes d'encouragement du Ministère, ont englobé la continuation de la mise au point d'une turbine industrielle à gaz à deux arbres d'environ 30 000 CV avec un meilleur rendement thermique; une nouvelle machine automatisée pour fabriquer de grandes aléseuses pour l'industrie automobile et les fabricants de roulements et de paliers, qui remplace une opération manuelle; et une moissonneuse-batteuse compacte dont la capacité est supérieure à de nombreuses machines plus grosses et qui promet un meilleur rendement en diminuant les pertes de grain à la récolte.

Parmi les projets fructueux subventionnés dans l'industrie sidérurgique, on peut citer des tuyaux spéciaux pour les pipe-lines de l'Arctique, des feuilles d'acier galvanisées d'un côté pour lutter contre la rouille sur les véhicules automobiles, un nouveau traitement de la ferraille, un processus avec "caisse de bobinage" pour améliorer la production dans un laminoir de rubans à chaud, des cylindres hydrauliques à grand diamètre, de nouvelles chaînes encastrées pour les pneus tout-terrain, un nouveau modèle de pylônes électriques, une palette inhabituelle en tôle sans soudures que l'on peut expédier non assemblée, un nouveau processus pour les très grosses coulées de fonte en moules permanents, et un nouveau procédé pour des raccords de tuyau en haut-alliage et en titane sans joints par extrusion et forgeage.

Dans le secteur des métaux non ferreux, les programmes du Ministère ont aidé à réaliser un nouveau processus hydro-métallurgique pour les concentrés de zinc, le transport hydraulique du minerai jusqu'à la tête de la mine, la production de bandes de métal par la métallurgie des poudres et la production optimale d'énergie hydroélectrique pour la fabrication de l'aluminium.

Le Ministère cherche un moyen d'encourager la création de nouveaux produits en étudiant le rôle que le gouvernement peut jouer en vue d'améliorer le milieu d'invention et d'accorder une aide plus directe à l'inventeur privé. Il a également continué à aider financièrement la " Copyrights, Inventions and Patents Association of Canada".

## EXPANSION DU MARCHÉ

La concurrence internationale croissante dans le commerce mondial démontre l'utilité, pour l'industrie canadienne, des analyses des importations et des études de marché réalisées par le Ministère. Elles sont destinées à trouver des produits éventuels de remplacement des importations et à encourager l'expansion industrielle au Canada.

Parmi les 192 demandes d'étude reçues cette année, 118 concernaient l'exploitation et l'expansion industrielles, 42 la promotion industrielle et les autres la surveillance des répercussions des importations sur l'industrie canadienne. Les projets englobaient les machines, les produits chimiques, les métaux et produits métalliques, le bois, les produits en caoutchouc et en plastique et les textiles.

Il est difficile de mesurer avec précision l'impact des rapports du Ministère, mais grâce à cet apport dans le processus de prise de décision, cinq nouvelles entreprises de fabrication ont été créées, quelque 35 entreprises traversent divers stades d'expansion et d'autres attendent la décision finale concernant les accords financiers. Ces réalisations représentent un investissement déclaré d'environ \$120 millions et quelque 3600 nouveaux emplois, sans mentionner les licenciements évités.

### Consortiums

Les facteurs qui ont empêché la croissance dans l'industrie du transport, entre autres, englobent la fragmentation du marché intérieur, le manque d'efficacité au niveau de la direction lors de la prospection des marchés étrangers et le peu de responsabilités d'expansion données par certaines compagnies étrangères à leurs filiales canadiennes. Le Ministère encourage la formation de consortiums d'exportation pour surmonter ces problèmes.

Dans les industries des richesses naturelles, l'aide et les conseils apportés par le Ministère à cinq producteurs de bois de construction de l'est du Canada ont entraîné la formation d'un consortium d'exportation appelé "Seabex". Le premier consortium du logement, "Homexpo Canada", a été incorporé en 1975 et a pénétré dernièrement au Moyen-Orient. Le Ministère collabore actuellement avec la Nouvelle-Ecosse et le Manitoba en vue de former des consortiums dans ces provinces.

### Centre des entreprises à participation et des projets clés en main

Dans le secteur des entreprises à participation, le Ministère a principalement analysé les investissements des entreprises à participation, aidé un certain nombre de compagnies à chercher des

possibilités particulières, donné des conseils sur les investissements à l'étranger et établi des contacts avec d'autres secteurs canadiens de spécialisation.

Au cours de l'année écoulée, une soumission internationale pour le projet de chemin de fer du Venezuela a amené la formation d'un consortium à participation canadienne et espagnole qui entreprendra le projet sur une base négociée. Le Canada fournira la majeure partie du matériel, des services de design et d'ingénierie. En raison des nombreux risques et incertitudes à la fois politiques et commerciaux auxquels se heurte le groupe canadien, le gouvernement canadien a apporté une vaste contribution, dont une participation ministérielle aux négociations entre le Canada, le Venezuela et l'Espagne. C'est le plus important projet isolé jamais approuvé dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PEMD) avec un montant de \$480 000.

Dans un second projet vénézuélien qui a également reçu l'aide du PEMD pour le métro de Caracas, le Centre des entreprises à participation et des projets clés en main a étudié les risques en étroite collaboration avec le secteur des assurances et le problème est maintenant bien compris. Des propositions concernant de nouvelles initiatives, à la fois publiques et privées, ont maintenant été présentées.

Le travail du Centre a clairement démontré le lien étroit existant entre les entreprises à participation et les projets clés en main et leurs relations avec les projets d'immobilisation et autres projets étrangers.

#### Direction des projets d'immobilisation

Le Ministère a fait de cette direction l'organisme central pour l'expansion d'une grande variété de projets d'immobilisation et aussi pour les industries de services consultatifs et techniques dont les activités conduisent généralement à des projets d'immobilisation ou à des ventes de matériel à un stade ultérieur. Parmi les corps professionnels impliqués, on trouve des conseillers en génie, des architectes, des géomètres photogrammétriques, des agronomes et des économistes.

Des entreprises canadiennes d'ingénierie ont reçu l'aide de la direction dans la création d'industries primaires et secondaires dans les pays en développement, et des succès remarquables ont été obtenus en Iran, au Nigeria et en Inde. Les usines, notamment pour la transformation du minerai, le ciment, l'affinage du zinc et les pâtes et papiers, ont amené des commandes de matériel au Canada avec l'espoir d'autres commandes futures.

Les développements urbains et ruraux ont offert un marché d'exportation permanent grâce à des contrats d'étude préalable de faisabilité, de conception de plan cadre et de gestion de projets remportés par des experts-conseils canadiens. Le Ministère a participé à tous ces succès. D'autres commandes devraient suivre dans bon nombre de cas. En outre, le Canada a obtenu quelques projets complets, comme un contrat de plusieurs millions de dollars pour la fourniture d'écoles semi-mobiles au Moyen-Orient.

#### Direction générale des programmes et services d'exportation

La Direction générale des programmes et services d'exportation est chargée du fonctionnement de deux des programmes d'encouragement des exportations du Ministère, à savoir le Programme des projets de promotion (PPP) et le Programme de développement des marchés d'exportation (PEMD). Le premier implique une participation canadienne à des foires commerciales, des missions commerciales et des promotions en magasin organisées et exécutées par le Ministère. Le second favorise l'expansion et le soutien des exportations de biens et services en subventionnant les activités amorcées par l'industrie.

En 1976-1977, le programme PPP a aidé 794 compagnies à participer à 61 foires commerciales internationales dans 26 pays étrangers. En tout, 24 missions ont conduit 166 hommes d'affaires canadiens dans 37 pays et 28 missions ont amené 228 hommes d'affaires étrangers au Canada. De plus, 951 acheteurs étrangers ont rendu visite à des fournisseurs canadiens. En outre, 16 personnes sont venues suivre un stage technique au Canada.

Au total, le Ministère a investi dans le programme PPP \$3,6 millions qui ont amené plus de \$116 millions de ventes fermes ou anticipées d'après les premiers rapports.

Grâce aux activités du programme PEMD, le Ministère a fait des contributions remboursables de \$4,9 millions à des compagnies pour partager les coûts d'expansion de leurs activités d'exportation, soit une augmentation de 55% par rapport à l'année précédente. L'ensemble des coûts aurait pu autrement décourager les compagnies de rechercher des débouchés à l'étranger. En 1976-1977, le Ministère a reçu 1168 demandes dans le cadre du programme PEMD et les compagnies ont déclaré des ventes à l'exportation de \$375 millions à la suite de ce programme.

Les secteurs les plus actifs parmi les projets du PEMD ont été les bâtiments commerciaux et institutionnels, les usines industrielles, les transports et les richesses naturelles. Les régions les plus actives ont été l'Amérique latine et le Moyen-Orient, et ensuite l'Asie et l'Afrique.

Pour illustrer le type de projets que le programme PEMD a aidés, certaines des industries manufacturières canadiennes ont pu envoyer des représentants en Europe, dans des pays de l'Europe de l'Est, en Amérique latine, en Asie de l'Est, au Moyen-Orient, etc. Certains sont revenus avec des contrats et un certain nombre d'entre eux ont trouvé des débouchés prometteurs pour le matériel fabriqué au Canada. Sans cette aide, certaines compagnies n'auraient pas pu financer de tels voyages.

Voici quelques exemples précis destinés à illustrer les propos précédents:

1. Un projet d'usine de pâte et papier en Pologne a provoqué des ventes de \$80 millions à l'exportation.
2. L'expansion de la compagnie publique de charbon indonésienne a abouti à des ventes de \$11 millions à l'exportation.
3. La construction d'un aéroport en Arabie Saoudite a amené des ventes de \$50 millions à l'exportation.

De nouvelles initiatives ont essayé d'améliorer le pourcentage canadien des marchés mondiaux dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications, en portant une attention toute particulière sur les projets financés par les banques internationales de prêt.

Depuis son lancement en 1971, le programme PEMD a traité 7041 demandes d'aide d'une valeur de \$14 millions et les ventes totales à l'exportation ont atteint \$640 millions.

#### Autres programmes d'expansion

En plus des programmes mentionnés, le Ministère offre une aide de transition aux fabricants qui veulent restructurer leurs activités. Cette aide est destinée à améliorer considérablement leur position concurrentielle dans le commerce international ou à tirer profit de nouvelles possibilités de production de biens qui seront soumis à une forte concurrence internationale. L'instrument du Ministère est le Programme d'aide générale de transition (GAAP) qui garantit les prêts consentis aux fabricants par les établissements prêteurs privés.

Le programme a permis à un fabricant canadien de vêtements d'augmenter ses ventes annuelles de \$5 millions à \$22 millions en lui octroyant un fonds de roulement. De même, un fabricant de grosses grues, qui avait besoin d'une aide financière pour achever plusieurs projets importants et modifier sa gamme de produits, a obtenu cette aide par l'intermédiaire du GAAP. La restructuration a réussi et la compagnie a remboursé les fonds prêtés.

En 1976-1977, 26 compagnies ont obtenu des garanties de prêt avoisinant un total de \$60 millions; autrement, elles n'auraient pas pu obtenir ces prêts.

Le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (DIP) est un autre programme qui a des répercussions internationales. Il a favorisé le rôle croissant joué par le Canada dans le secteur de la technologie avancée de l'électronique, de l'avionique et des véhicules spéciaux, ainsi que dans les communications par programmes informatiques et dans le traitement par signaux.

Avec l'apparition d'une collaboration internationale plus étroite pour la mise au point de tels produits et étant donné les avantages découlant des progrès technologiques, le Ministère s'efforce de coordonner davantage son aide à l'industrie afin d'exploiter le potentiel d'exportation, et les résultats obtenus sont excellents. En 1976-1977, le programme DIP est venu en aide à 74 projets de 56 compagnies pour des dépenses totales de \$44,9 millions.

Dans un autre secteur encore, la principale contribution du Ministère au développement des marchés est le Programme d'aide au développement des marchés des produits agricoles et alimentaires (AGMAP). Au cours des quatre dernières années, il a financé 44 projets pour une contribution totale de \$5,1 millions. Ce montant a englobé le développement de marchés pour le bétail, ainsi que de nouveaux produits et processus pour les marchés d'exportation des produits laitiers et les cultures spécialisées.

Un plan quinquennal de développement des marchés d'exportation a été approuvé pour le projet AGMAP auprès du Ontario Bean Producers' Marketing Board. Le Ministère a également un projet AGMAP en cours pour tester des variétés canadiennes de plantes fourragères en Europe en vue d'accroître les ventes de semences, et un autre projet pour promouvoir la vente de pommes de terre de semence canadiennes sur les marchés étrangers.

Un projet entre les gouvernements fédéral et provinciaux et l'industrie pour le développement du marché des pommes implique également le Ministère, tout comme un programme de recherche de marchés en vue d'améliorer les exportations de fromage cheddar canadien vers la Grande-Bretagne.

#### Service des délégués commerciaux

Avec ses 240 fonctionnaires du service étranger et ses 170 agents commerciaux engagés sur place dans 89 bureaux répartis dans 64 pays, le Service des délégués commerciaux (SDC) joue un rôle de plus en plus important dans les relations commerciales. Il travaille en étroite collaboration avec les autres fonctionnaires du Ministère en

en vue d'identifier les obstacles au commerce canadien et à l'accès aux marchés, et publie des rapports sur les politiques économiques et commerciales locales qui affectent les activités canadiennes.

En 1976-1977, le SDC a répondu à plus de 38 500 demandes d'aide d'hommes d'affaires canadiens dans le domaine de la commercialisation et a transmis plus de 46 500 demandes de clients étrangers à des entreprises canadiennes. Ses bureaux ont également aidé des sociétés canadiennes à créer 1820 nouvelles agences à l'étranger et à établir environ 3150 nouvelles liaisons commerciales.

En collaboration avec les autres directions, le ministère de l'Expansion économique régionale et les autorités provinciales, le Service a identifié et encouragé des investissements directs très profitables pour le Canada. Au cours de l'année, il a participé à quelque 180 projets représentant des possibilités d'investissement de \$260 millions au Canada.

Les bureaux du SDC ont participé à 105 projets impliquant des possibilités d'investissements directs et d'entreprises à participation de \$720 millions sur les marchés étrangers où l'accès était difficile pour les exportations canadiennes.

#### Activités spécifiques d'exportation

De temps à autre, le Ministère a l'occasion d'aider l'industrie lors d'une importante promotion des exportations, qu'il s'agisse d'une exposition unique ou d'une promotion portant sur un produit précis. En octobre 1976, une promotion de vêtements en magasin a été organisée en Europe occidentale avec la chaîne de magasins C & A Brenninkmeyer. Pour cette campagne, 84 acheteurs ont rendu visite à plus de 180 fabricants canadiens. Ils ont acheté pour \$5,1 millions de vêtements de sport et d'hiver canadiens auprès de 93 fournisseurs canadiens pour emmagasiner au total 60 articles différents dans 229 magasins en Grande-Bretagne, en Hollande, en République fédérale d'Allemagne et en Belgique. La publicité directe faite dans les media à l'occasion de cette promotion a atteint 60 millions de lecteurs et les vêtements canadiens ont été exposés dans plus de 498 vitrines de magasins.

\*Au cours de l'année, les produits alimentaires canadiens ont fait l'objet d'une promotion au Japon et de réunions commerciales ou d'études de marché dans plusieurs villes américaines. Des bovins de boucherie, des bovins laitiers et de la semence ont été exposés lors de la troisième Exposition annuelle internationale au Brésil, et des

\* Aide accordée dans le cadre du Programme des projets de promotion (PPP).



fourrures lors de la Foire internationale des fourrures en République fédérale d'Allemagne. La publication intitulée "Les fromages de spécialité au Canada" a constitué un autre effort de promotion.

\*L'expérience de commercialisation "Pommes de terre Canada" a été très réussie et a entraîné des exportations de pommes de terre sans précédent vers l'Europe de l'Ouest. Cette organisation est née d'une collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux et l'industrie. Le Ministère travaille à la réalisation d'une collaboration semblable aux trois niveaux pour la commercialisation des bleuets à l'étranger. Le Ministère prend des mesures pour augmenter également les exportations de luzerne déshydratée et de tabac.

\*Le Conseil canadien des pêcheries a également reçu de l'aide en vue de promouvoir la consommation de poisson par l'intermédiaire de l'Association pour la promotion du poisson de l'Atlantique Nord, ainsi que les promotions en faveur du poisson organisées aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Suède, au Danemark et en France.

L'aide du Ministère pour la production de moyens ou gros systèmes informatiques a débuté en 1975. La production a doublé au cours de l'année écoulée et environ 90% de cette production a été exportée vers l'Europe et l'Asie.

Une compagnie canadienne est devenue un important exportateur de systèmes de traitement des mots et d'édition des textes qui ont été mis au point avec l'aide du Ministère. Des ventes de plusieurs millions de dollars ont été réalisées cette année aux États-Unis et en Europe et elles devraient doubler au cours de la prochaine année.

\*Six fabricants d'appareils, patronnés par le Ministère, ont participé à la "International Home Electronics and Domestic Appliances Exhibition" en Angleterre et ont réalisé plus de \$878 000 de ventes sur place, avec l'espoir de vendre pour plus de \$5 millions à plus de 20 pays au cours des 12 prochains mois.

\*Trois fabricants d'appareils ont pénétré sur les marchés de l'Amérique centrale et du Moyen-Orient à l'aide d'une technique appelée "Modèles à assembler" (Kitting). Les ventes de modèles à assembler ont atteint environ \$276 000 au cours de l'année. Les fabricants explorent également le marché européen. Ils fournissent des ensembles d'éléments et de pièces détachées pour un réfrigérateur ou une laveuse-essoreuse et le distributeur étranger doit les assembler.

\* Aide accordée dans le cadre du Programme des projets de promotion (PPP).

\*Au cours de la Foire Electronica 1976 à Munich, 16 compagnies ont formé une exposition ministérielle qui a rapporté \$193 000 de ventes sur place et laissé espérer des ventes supérieures à \$7 millions.

Le fait saillant des contrats d'exportation, qui ont constitué une partie importante des affaires réalisées par les fabricants canadiens de matériel électrique, a été une commande de \$55 millions pour cinq génératrices hydroélectriques de 700 MVA destinées au Venezuela.

Le secteur canadien des télécommunications poursuit sa concurrence dynamique sur les marchés d'exportation, surtout en Afrique et au Moyen-Orient.

Au cours de l'année, le Canada a réussi à entrer en concurrence sur le marché américain des satellites. Des négociations ont eu lieu dans le but de voir le Canada devenir membre associé de l'Agence spatiale européenne.

Les plus gros fabricants canadiens de matériel téléphonique ont poursuivi leur expansion aux États-Unis avec 12 usines et ont également augmenté leur pénétration sur les marchés en Europe et en Asie du Sud-Est.

La compagnie canadienne d'exploitation de satellites, Telesat, s'est jointe au Réseau téléphonique transcanadien (RTT) et s'est récemment tournée davantage vers les exportations dans un but consultatif. La société Bell Canada a formé un nouveau groupe consultatif à l'exportation, Bell Canada International.

Dans le secteur des systèmes de contrôle de l'énergie, une compagnie a connu une expansion telle en quatre ans que ses ventes à l'exportation dépassent maintenant ses ventes intérieures.

\*Le Ministère a patronné à Ottawa une démonstration de véhicules d'aéroport, de matériel de lutte contre les incendies et de matériel d'enlèvement de la neige pour deux groupes de visiteurs: l'un d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique et l'autre des États-Unis. Quelque 70 visiteurs étaient présents et ils sont ensuite allés visiter les installations des aéroports et des compagnies à Montréal et Toronto.

Des études préliminaires sur les industries des conteneurs et des véhicules municipaux au Canada réalisées par le Ministère ont démontré qu'il existait des possibilités d'accroître ces activités industrielles.

Une autre étude concernant les véhicules à moteur a comparé les coûts de fabrication de remorques de camion au Canada et aux États-Unis. Une étude sur le marché potentiel d'une automobile

\* Aide accordée dans le cadre du Programme des projets de promotion (PPP).

urbaine a conduit à la conclusion préliminaire qu'il y aurait un marché si le prix était nettement plus faible que celui des petites voitures actuelles et si la voiture comportait les dispositifs de sécurité et autres souhaités par les répondants à l'étude.

Une vente à l'URSS de camions à benne basculante pour les mines, d'une valeur d'environ \$100 millions, a été finalisée par une ligne de crédit de la Société pour l'expansion des exportations. La commande sera terminée au début de 1979.

\*Dans le secteur des pièces d'automobile, l'impulsion du marché a eu tendance à se concentrer sur les marchés exploités aux États-Unis, en Europe et au Japon. Un certain nombre d'entreprises canadiennes ont lancé de nouveaux produits sur ces marchés et, selon des indications sérieuses, le succès est assuré. Le Ministère a acheté des emplacements dans les salons commerciaux de l'automobile aux États-Unis et en Europe, et a aidé des fabricants à présenter des expositions indépendantes dans d'autres régions. Deux missions de Japonais ont visité le Canada.

En se basant sur la demande intérieure, les fabricants canadiens de systèmes de transport urbain ont réalisé des ventes à l'exportation sans précédent en 1976-1977. Avec une aide fédérale au niveau de la commercialisation, y compris le programme PEMD, ils ont obtenu aux États-Unis des commandes de plus de \$180 millions pour des voitures de métro et des véhicules de transport en commun. En dehors des véhicules, les ventes à l'exportation ont dépassé \$50 millions, dont une partie de plus en plus importante est représentée par le matériel électrique et électronique.

Le Ministère prépare actuellement un répertoire des aptitudes canadiennes dans le domaine du transport urbain, que les délégués commerciaux présenteront aux clients éventuels à l'étranger. Il sera également présenté lors de conférences et d'expositions internationales sur le transport et au cours d'une campagne de promotion postale directe. Jusqu'à une date récente, la stratégie du Ministère dans ce domaine consistait à concentrer son aide à l'exportation sur le marché américain. Maintenant que les fabricants canadiens y sont bien établis, les efforts sont concentrés vers l'Amérique latine et la côte du Pacifique.

\*Pour promouvoir les exportations de bateaux, le Ministère a apporté sa contribution en logeant 60 vendeurs et distributeurs de bateaux du nord des États-Unis qui ont visité la "International Boat Show" à Toronto. Le Ministère a également patronné une exposition lors de

\* Aide accordée dans le cadre du Programme des projets de promotion (PPP).

la "Marine Trades Exhibition and Conference" à Chicago, en mettant l'accent sur les bateaux à moteur et leurs accessoires.

\*En ce qui concerne les industries océanographiques, la pénétration du marché se fait grâce à une large participation à des foires et grâce à des missions et des voyages de vendeurs. Le Ministère a coordonné la participation à la Conférence sur la technologie offshore (Offshore Technology Conference) et à la Conférence sur la prospection pétrolière en Mer du Nord (Offshore North Sea Conference) ainsi qu'à d'importantes expositions de matériel océanographique, sous-marin et pétrolier. Il a apporté sa contribution pendant la visite de missions d'Italie et du Brésil, avec la possibilité pour des entreprises canadiennes d'obtenir dans le dernier cas des contrats à participation.

En outre, le Ministère a collaboré à l'échelon fédéral-provincial, comme par exemple à une étude de faisabilité pour un centre commercial de plongée et de recherches basé à Terre-Neuve.

L'industrie aérospatiale canadienne profite d'un contrat fédéral pour 18 avions Aurora de Lockheed et leurs systèmes avioniques. Le Ministère surveille les avantages industriels de ce programme pour le Canada et la compagnie Lockheed a dépassé ses engagements contractuels à ce sujet de plus de \$20 millions au cours de la première année.

\*Grâce à ses programmes et activités de promotion des exportations, le Ministère a soutenu des ventes de machines canadiennes à l'étranger pour une valeur de \$1,65 milliard en 1976. Le Canada a vendu pour plus de \$480 millions de machines agricoles aux États-Unis, \$5,5 millions au Mexique et \$4 millions à l'Australie. D'importantes ventes de génératrices d'électricité ont atteint \$10,5 millions à l'Iran, \$4 millions à l'U.R.S.S., \$3,7 millions au Mexique et \$3,2 millions à l'Australie. Le Canada a également vendu à l'étranger pour \$69 millions de matériel d'abattage du bois et pour \$40 millions de tronçonneuses. Dans la plupart des cas, une aide a été accordée dans le cadre du programme PEMD.

Sous l'égide de la coopération industrielle du Canada avec la Communauté économique européenne et ses membres, le Ministère a patronné une mission sur le traitement du plastique au Royaume-Uni et en République fédérale d'Allemagne. Des fabricants canadiens ont pu mettre au point plusieurs possibilités de coopération avec leurs collègues de ces deux pays, dont un certain nombre ont abouti à des transactions commerciales.

\* Aide accordée dans le cadre du Programme des projets de promotion (PPP).

\*Dans le domaine des textiles et des produits de consommation, l'industrie des articles de sport a augmenté sa production de skis et a réalisé d'importantes percées en exportant de l'équipement de hockey et des piscines en Europe. Avec une aide fédérale, l'industrie a participé à des foires en France et en République fédérale d'Allemagne et a reçu une mission d'acheteurs américains à Montréal. Les subventions du programme PEMD ont aidé à accroître les ventes à l'exportation des compagnies travaillant dans le secteur du cuir et de la chaussure.

\*Le secteur des tapis de l'industrie textile a été le plus actif en vue de développer ses exportations, surtout au Moyen-Orient, en Europe et en Australie.

Le Ministère a aidé, dans la plupart des cas en vertu du programme PEMD, de nombreuses entreprises qui cherchaient des marchés d'exportation pour des produits sidérurgiques en raison du renversement de la demande et de la construction au Canada. Elles ont obtenu un certain succès avec l'acier de construction, les attaches, les rails, les tuyaux et tubes, les plaques et les feuilles en fer-blanc, mais les marchés mondiaux sont restés nettement en baisse. Un séminaire sur les antennes et accessoires pour les marchés mondiaux des communications par satellite a rapporté des contrats de plusieurs millions de dollars.

Dans le secteur des métaux non ferreux, le Ministère a aidé l'industrie à étendre ses marchés en Europe pour les palettes en aluminium et les tuyaux de qualité nucléaire. Le système de production des données de commercialisation a également aidé les producteurs d'échangeurs de chaleur et les mouleurs en cire perdue dans leurs programmes de mise en marché.

Le Ministère a participé à un deuxième programme quinquennal à frais partagés avec la Colombie-Britannique et son Conseil des industries forestières en vue d'accroître les possibilités de commercialisation à l'étranger et la demande étrangère de bois de construction canadien, de contre-plaqué et d'autres produits du bois. Au cours des prochaines années, les principaux efforts seront concentrés sur le Japon. Le Ministère a également réalisé une étude de marché au Maroc, en Espagne, en Italie et en Grèce.

\*Le Canada a reçu une mission technique sur le logement de responsables de la CEE qui a étudié la corrélation en bois d'oeuvre. Le Ministère a patronné une mission de responsables français du bâtiment et leur a fourni des renseignements sur l'isolation phonique et les produits ignifuges.

\* Aide accordée dans le cadre du Programme des projets de promotion (PPP).

Il semble que les efforts déployés par le Ministère dans le domaine des produits primaires du bois, surtout dans la fabrication des logements, ont porté des fruits. Au cours de l'année, plus de compagnies que d'habitude ont exploré les marchés étrangers et obtenu des succès notables. En quelques années, les exportations dans ce secteur sont passées de rien à plusieurs millions de dollars, le plus souvent avec l'aide du programme PEMD.

#### RENDEMENT DE LA PRODUCTION

Le Ministère a regroupé, dans une nouvelle Direction des services aux entreprises, un éventail de services qui favorisent l'expansion et l'efficacité des entreprises. Ils englobent des services de remplacement des importations et des analyses de marché, des comparaisons inter-sociétés et des programmes visant à améliorer la gestion des entreprises canadiennes.

Les demandes de renseignements et d'aide analytique sur le rendement industriel ont augmenté considérablement. Les renseignements ont été recueillis auprès de sources nationales et internationales et distribués avec des études approfondies des problèmes clés, tels les répercussions de l'échelle, de l'importance du capital et des aptitudes de gestion sur la productivité.

Les demandes ont également augmenté dans le cadre du Programme de comparaison inter-sociétés qui comporte des comparaisons analytiques confidentielles du rendement de compagnies individuelles pour montrer où et pourquoi il diffère et comment on peut l'améliorer. Ces comparaisons ont été achevées dans douze secteurs, dont l'acier de construction, le mobilier en bois et capitonné, les services informatiques, le moulage mécanique et six types de transformation du plastique. D'autres sont en cours. Après un projet pilote, le Ministère a décidé de recourir à des firmes privées d'experts-conseils pour faire ce travail de comparaison, mais sous son autorité et son contrôle.

#### Activités universitaires

Au cours des dix dernières années, le programme du Ministère destiné à encourager les universités et autres organismes a conduit à la création de neuf instituts de recherche industrielle, de neuf centres de technologie avancée et de trois associations de recherche industrielle. Le "Health Industry Development Centre" est un nouveau centre de technologie avancée qui a ouvert ses portes en 1976-1977 dans le cadre du "Manitoba Research Council".

Le Programme des études sur les innovations technologiques a accordé 10 prix à huit universités. Les recherches subventionnées par ce programme ont fait l'objet d'un ouvrage intitulé "Winning the New

Product Game" qui décrit les problèmes rencontrés et les succès remportés par plusieurs compagnies canadiennes pour mettre en marché de nouveaux produits.

Le Ministère a continué, en collaboration avec les universités canadiennes, à aider à améliorer la gestion des entreprises grâce à la mise au point de cours de gestion et à la création de centres de formation aux affaires internationales.

#### Conversion au système métrique

Le Ministère est chargé de la coordination globale de la conversion au système métrique au sein du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Comité interministériel sur la conversion au système métrique. Au cours de l'année, le Ministre a présenté la première loi d'ensemble sur la conversion au système métrique (Bill C-23). Des arrangements sont intervenus pour permettre au secteur privé d'étudier les modifications métriques proposées aux règlements. On a également achevé les projets concernant la préparation d'un programme de formation au système métrique pour le personnel général et administratif et de séminaires destinés aux rédacteurs et agents d'information du gouvernement fédéral.

#### Programme d'accroissement de la productivité (PEP)

Le Programme PEP (un de ceux qui seront absorbés par le nouveau programme d'expansion des entreprises PEE le 1er avril 1977) a approuvé en 1976-1977 plus de projets que l'année précédente, soit 51 pour un engagement total de \$772 000. Il garantit jusqu'à cinquante pour cent du coût de l'étude de rentabilité de projets destinés à accroître la productivité des entreprises. Avec la décentralisation du programme visant à améliorer son accès pour les petites entreprises, les bureaux régionaux ont approuvé 12 des projets.

Au cours de l'année, des compagnies implantées de Terre-Neuve à l'Alberta se sont prévaluées du programme PEP. La plupart des secteurs de l'industrie ont reçu une aide, mais le plus grand nombre de projets impliquaient des compagnies du textile et du vêtement.

#### Protection de l'environnement

Le Ministère surveille la législation et les politiques nationales et internationales de protection de l'environnement et évalue leur impact sur l'expansion industrielle et le commerce du Canada. Cette tâche implique de tenir à jour un registre des lois provinciales et fédérales sur l'environnement et des principales questions discutées à l'échelon international.

En vue d'harmoniser les politiques et les programmes portant sur l'environnement avec les objectifs visant à une plus grande efficacité industrielle et à une plus grande compétitivité sur les marchés internationaux, le Ministère travaille en étroite collaboration avec Environnement Canada, d'autres ministères fédéraux et les provinces.

### Produits forestiers

Une enquête a été lancée sur les possibilités offertes dans le secteur des pâtes et papiers en vue d'améliorer l'efficacité en général et la compétitivité à l'échelon international en particulier. Le Ministère a également organisé une mission d'étude technique en Scandinavie pour étudier le bois de structure, la technologie des joints à languettes et son application possible au Canada. Cette initiative faisait suite à l'importance croissante reconnue du bois de construction plus court produit au Canada.

### Électricité et électronique

Le programme 1976-1977 a comporté une aide en vue de moderniser et d'augmenter le rendement des cristaux piézo-électriques pour les systèmes à micro-ondes.

Des études se sont poursuivies sur tous les aspects de l'industrie de la télévision au Canada et un programme d'exonération de taxe sur les télévisions a été lancé pour aider l'industrie à diminuer ses coûts en rationalisant sa production.

Une importante rationalisation de l'industrie des appareils ménagers est intervenue avec la fusion de la division des appareils ménagers de trois des plus grosses compagnies en vue de former une nouvelle compagnie qui devrait être compétitive sur les marchés internationaux.

Les investissements en matériel immobilisé sont restés faibles dans l'industrie de l'avionique, comme le démontre l'aide à peine supérieure à \$1 million visant ces dépenses dans le cadre du Programme de modernisation du matériel de défense pour exportation. Cette situation soulève des préoccupations concernant l'aptitude de l'industrie à conserver ou à améliorer sa compétitivité à l'échelon international, surtout avec la hausse des coûts de main-d'oeuvre.

La plupart des compagnies canadiennes de fabrication d'instruments et de contrôle des opérations sont encore trop petites pour assumer les dépenses de recherche et de développement et de mise en marché nécessaires pour être compétitives à l'échelon international. Malgré leur taille, les compagnies sont compétitives dans le domaine des prix et de la technologie, et le Ministère essaie d'encourager la rationalisation et les fusions, lorsque cela est possible, ainsi



que la formation de consortiums internationaux de mise en marché en vue de diminuer les coûts pour se lancer dans la concurrence internationale.

### Matériel agricole

En collaboration avec le ministère de l'Expansion économique régionale, notre Ministère a réalisé une enquête sur les fabricants de machines agricoles au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, en rapprochant leurs possibilités de la demande de machines agricoles prévue pour 1977 sur les marchés canadiens et étrangers. Cette étude a donné aux fabricants une meilleure idée des ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires dans la production.

### Produits de consommation

Le Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et de la tannerie a aidé 29 entreprises dans le secteur de la chaussure et quatre dans celui de la tannerie depuis son lancement en 1973-1974. Ces entreprises représentent environ 45 % des emplois dans l'industrie de la chaussure et 50% dans le secteur de la tannerie. Grâce à une aide supplémentaire, l'industrie a créé l'Institut canadien du cuir et de la chaussure en 1976 et a accordé sept bourses d'étude (Chaussure Canada) dans le domaine de la gestion et du design de la chaussure.

En collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce du Manitoba et le "Manitoba Fashion Institute", notre Ministère est en train d'élaborer un programme de productivité et d'expansion pour l'industrie du vêtement de la province. Ce programme vise à accroître la productivité et l'efficacité grâce à des services de consultation.

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

### États-Unis

Un nouveau record supérieur à \$50 milliards a été établi dans le commerce bilatéral avec les Etats-Unis: les exportations canadiennes ont atteint \$26,2 milliards et les importations \$25,5 milliards. En tant que principal marché individuel des États-Unis, le Canada a dépassé l'ensemble du marché bilatéral de la Communauté européenne avec les États-Unis de près de \$7 milliards.

Le ministère de la Justice américain a amorcé en 1976 un certain nombre d'activités antitrust dont certaines ont eu des implications pour le Canada. Lors de consultations entre les deux pays, les principaux problèmes antitrust se sont rapportés à une enquête d'un grand jury américain sur la vente d'uranium, et son accusation

contre les producteurs de potasse; et aussi un avis du ministère de la Justice américain sur une éventuelle entreprise à participation pour la mise au point d'un nouveau moteur d'avion à réaction.

Les mesures prises par les deux gouvernements pour fournir une aide aux industries intérieures ont eu une influence sur le commerce bilatéral. La "U.S. International Trade Commission" a effectué 10 enquêtes à la suite de pétitions lancées par les industries intérieures en faveur d'une aide aux importations, impliquant des produits intéressant le Canada comme le sucre, les chaussures, les récepteurs de télévision, les fleurs coupées, les poêles en fonte coulée et le boeuf.

La Commission a présenté neuf conclusions impliquant entre autres le fil rond en acier inoxydable, le miel, le sucre, les chaussures non fabriquées en caoutchouc et les récepteurs de télévision. Tout en recommandant de restreindre les importations dans un certain nombre de cas, le Président n'a pris aucune mesure. Cependant, l'Administration a imposé des restrictions quantitatives aux importations d'aciers spéciaux provenant de toutes les sources, y compris du Canada.

Le Ministère a conseillé et aidé les exportateurs canadiens touchés par les restrictions, et a organisé des discussions avec les autorités américaines en vue de minimiser les effets défavorables sur les expéditions canadiennes. De même, il a conseillé et aidé les entreprises canadiennes touchées par la mise en application plus sévère par le ministère du Trésor américain des dispositions concernant les activités antidumping et les taxes compensatoires. Les États-Unis ont amorcé une enquête sur les activités antidumping impliquant certaines pièces de matériel autopropulsé pour les revêtements bitumineux et a présenté des conclusions finales dans le cas des tuiles et des briques en céramique creuses ou évidées (aucun préjudice), des pneus industriels en caoutchouc matricé (pas de ventes au-dessous d'un prix convenable) et des automobiles (enquête arrêtée). Le Trésor américain a également effectué une enquête concernant les taxes compensatoires sur le poisson de fond importé du Canada, en donnant une réponse affirmative, mais en renonçant à la taxe compensatoire.

En vertu de l'article XIX du GATT, le Canada a pris des mesures visant à limiter les importations de vêtements et de certains autres produits textiles.

Dans les relations commerciales bilatérales entre le Canada et les États-Unis, l'agriculture est toujours en tête. Après la limitation des importations de boeuf et de veau par les États-Unis, le Canada s'est mis d'accord avec ses partenaires commerciaux, y compris les États-Unis, pour une mise en marché ordonnée. L'accord prévoyait des importations de 24,75 millions de livres de boeuf et de veau

américain en 1977, tandis que les États-Unis prévoyait des importations de quelque 75 millions de livres du Canada.

Les autres représentations faites par le Canada aux États-Unis ont concerné une proposition d'achat des produits américains ("Buy American"), l'application extraterritoriale des lois américaines et le régime fiscal des dépenses encourues par les citoyens américains assistant à des congrès à l'étranger, ainsi que les recommandations susmentionnées de la Commission du commerce international sur les restrictions à l'importation.

Le Ministère a aidé à résoudre les problèmes rencontrés par les exportateurs canadiens dans le domaine des douanes et des tarifs douaniers et a pris des mesures pour maintenir et améliorer l'accès général au marché américain. Le Bureau de l'hémisphère occidental a participé à un séminaire d'une journée organisé par le bureau du Ministère à Winnipeg en vue de renseigner les exportateurs sur les modalités douanières et autres.

Une autre aide aux exportateurs canadiens a concerné la maximisation de leurs revenus suite à leurs efforts de promotion aux États-Unis grâce à des conseils appuyés par des recherches sur les régions les plus appropriées pour leurs produits et les méthodes de distribution les plus prometteuses. Ceci a permis aux ventes canadiennes de dépasser les niveaux atteints par l'inflation et par l'accélération de l'économie américaine.

Comme l'année dernière, le Ministère a accordé une attention spéciale au marché des pièces d'automobile et à celui du matériel de transport en commun. Les exportations de vêtements, de meubles, de machines et de matériel spécialisé ont également fait l'objet d'une promotion en participant à des foires commerciales américaines et en organisant des visites d'acheteurs dans les foires commerciales et chez les fournisseurs canadiens appropriés.

#### Europe de l'Ouest

Même si la plupart des économies de l'Europe occidentale ont encore connu une croissance minimale en 1976, les exportations canadiennes vers cette région ont augmenté de 8% pour atteindre \$5 milliards. Par contre, les importations canadiennes ont légèrement diminué de 2% pour atteindre \$4 milliards.

La CEE, qui représente près d'un quart du commerce mondial, sans compter les ventes entre ses pays membres, constitue la plus grosse entité commerciale mondiale et produit avec sa population de 260 millions d'habitants près d'un-cinquième de la production mondiale de biens et services.

Parmi les partenaires commerciaux du Canada, la CEE, en tant qu'ensemble de pays, vient au deuxième rang après les États-Unis avec des exportations canadiennes de \$4,4 milliards et des importations de \$3,2 milliards en 1976. La plus grosse partie des exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest est constituée par des matières premières industrielles et des produits agricoles, et les produits finis ne représentent qu'environ 12% du total; mais ces derniers constituent près des deux-tiers des exportations de l'Europe de l'Ouest vers le Canada. Cette région représente également la deuxième plus importante source de capitaux d'investissement au Canada avec 15% des investissements étrangers directs.

Le potentiel d'investissement, les relations inter-sociétés et les échanges scientifiques et technologiques avec l'Europe de l'Ouest sont loin d'avoir atteint leur maximum. Un des principaux objectifs du Ministère constitue à créer et à maintenir un milieu favorable aux entreprises canadiennes pour qu'elles continuent à s'intéresser à cette région, et les efforts déployés à cette fin se sont exprimés dans les trois grands domaines suivants.

1. Pour sauvegarder et améliorer son accès, le Canada se tourne vers la série actuelle des négociations commerciales multilatérales, surtout sur les marchés de la CEE. Le Ministère a continué à identifier les possibilités d'exportation en Europe qui pourraient profiter de concessions lors de ces négociations.
2. Pour promouvoir les exportations vers l'Europe de l'Ouest, plus d'un-cinquième des agents du Service des délégués commerciaux à l'étranger sont affectés dans 21 postes de cette région. Les délégués commerciaux principaux de ces postes ont participé à des séminaires sur les possibilités d'exportation organisés à Vancouver, Edmonton, Regina, Winnipeg, Toronto, Montréal et Halifax. Ils ont également eu 1000 entrevues privées avec des hommes d'affaires canadiens. Plus de 40% du budget du Ministère pour les foires et les missions a été consacré à des projets en Europe de l'Ouest où le Ministère a participé à plus de 20 foires. Il a également patronné plus d'une douzaine de missions commerciales vers l'Europe de l'Ouest et en provenance de cette région. Plus de 100 entreprises canadiennes ont profité du Programme de développement des marchés d'exportation (PEMD) du Ministère dans cette région.
3. Pour améliorer les communications et la coopération, un accord cadre de coopération commerciale et économique a été signé en 1976 entre la Communauté européenne et le Canada. Il prévoit un Comité mixte de coopération chargé d'identifier et d'exploiter les possibilités de coopération commerciale, industrielle et économique entre les entreprises des deux côtés. Les types de coopération recherchés comprennent l'expansion et la diversification du commerce, les investissements bilatéraux, les entreprises à

participation, les échanges scientifiques et technologiques et les ententes sur les brevets.

Parallèlement à cet accord, le Canada a travaillé à l'amélioration de la coopération économique bilatérale avec la Grande-Bretagne, le Danemark, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Finlande et la Suède. Le Canada a également poursuivi ses consultations semestrielles avec la Commission des Communautés européennes pour étudier les questions commerciales et économiques à un niveau supérieur.

Un certain nombre de questions d'accès ont été soulevées avec les responsables de la CEE ou des états membres, y compris les problèmes de quotas et les filigranes nécessaires pour exporter le papier-journal dans la CEE, les règlements concernant les expéditions gratuites de pommes vers la Grande-Bretagne et les règlements sanitaires régissant les importations de bovins en Belgique. Les problèmes rencontrés par les producteurs canadiens de fromage, de malt et de farine, par suite de la concurrence des exportateurs de la CEE et des restrictions contenues dans la politique agricole commune, ont également été soulevés avec les responsables de la CEE.

#### Europe de l'Est

Les exportations vers l'Europe de l'Est ont atteint un chiffre record de \$788,2 millions en 1976, soit une augmentation de 18% par rapport à l'année précédente; les importations ont augmenté de 15% pour atteindre \$205,6 millions. Les céréales et les oléagineux constituent toujours les principaux produits d'exportation et représentent environ 82% du total. Les autres produits exportés ont augmenté légèrement de \$135,8 millions en 1975 à \$140,4 millions en 1976.

L'URSS a signé un accord économique à long terme semblable à ceux qu'elle a négociés avec ses autres principaux partenaires commerciaux occidentaux. Même si cela n'entraîne aucun engagement particulier quant au volume ou au type de biens commercialisés, cela crée un cadre qui pourrait favoriser l'expansion et la diversification du commerce. Les deux pays ont convenu d'établir un programme de coopération économique à long terme et l'accord prévoyait le renouvellement pendant cinq ans du régime de la nation la plus favorisée.

En octobre 1976, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, accompagné du ministre d'État à la petite entreprise, a dirigé une mission en Union Soviétique de hauts représentants des affaires et de hauts fonctionnaires. Ils ont assisté à la réunion d'inauguration de la Commission mixte établie par l'entente. De même, le ministre d'Etat a participé à Varsovie à la signature d'un

contrat de plusieurs millions de dollars accordé à une entreprise canadienne pour des machines à fabriquer du papier, ce qui représente la plus importante vente de matériel canadien en Europe de l'Est jusqu'à présent. La vente a été réalisé avec l'aide du programme PEMD.

Les délégués commerciaux en poste en Europe de l'Est sont rentrés au Canada en automne et ont pris part à des séminaires dans les principaux centres industriels sur le sujet de l'expansion des affaires en Europe de l'Est.

Des missions en visite au Canada ont été conduites par le ministre du Commerce de l'Union Soviétique, le Vice-Premier ministre de Hongrie, le ministre polonais des Forêts et des Industries de transformation des produits du bois et le sous-secrétaire du Commerce extérieur de Yougoslavie. D'autres consultations commerciales ont eu lieu avec l'URSS, la Pologne et la Bulgarie, au cours desquelles le Canada a pu mettre l'accent sur les possibilités d'approvisionnement intéressant ces pays et déterminer les possibilités commerciales pour l'industrie canadienne. Les protocoles financiers conclus avec l'URSS et la Pologne ont abouti à la signature de contrats d'exportation de quelque \$300 millions en 1976.

#### Pacifique, Asie et Afrique

Le Japon est resté le deuxième plus important partenaire commercial individuel du Canada en 1976 et le commerce bilatéral avec ce pays a atteint presque \$4 milliards, dont quelque \$2,4 milliards pour les exportations canadiennes.

Pendant sa visite à Tokyo en octobre, le Premier ministre canadien a signé avec le Premier ministre Miki l'Accord cadre de coopération économique avec le Japon qui réaffirmait l'engagement des deux gouvernements envers une coopération économique et un développement accru des liens économiques bilatéraux.

À la suite d'une proposition australienne de modification radicale des tarifs douaniers, le Ministère a averti les hommes d'affaires canadiens de l'impact éventuel. Les représentations faites à l'Australie ont réussi à diminuer considérablement l'impact global des changements.

La quatrième réunion du Comité mixte sur les échanges commerciaux entre le Canada et la Chine a eu lieu à Ottawa sur le thème de l'expansion des échanges commerciaux. En octobre, un échange de lettres a prolongé de trois ans l'entente commerciale entre le Canada et la Chine. Cette entente prévoit l'application du régime de la nation la plus favorisée et des consultations annuelles.

Une délégation du Vietnam, dirigée par le vice-ministre des Affaires extérieures, a discuté de l'expansion des relations entre les deux pays, y compris des échanges commerciaux.

Les délégués commerciaux de sept postes de l'Asie du Sud-Est ont organisé des séminaires et des entrevues avec des hommes d'affaires dans les principaux centres canadiens, après la mission conduite par le Ministre dans cette région. La première réunion organisée à Manille entre des responsables canadiens et l'Association des nations du Sud-Est a fait l'objet de discussions sur le commerce et le développement.

Le ministre de l'Industrie de l'Indonésie est venu en visite au Canada. Il a parlé des possibilités de coopération entre le Canada et l'Indonésie et a visité plusieurs industries canadiennes.

Les exportations vers l'Afrique et le Moyen-Orient ont continué à augmenter légèrement pour atteindre \$892 millions en 1976. En outre, les ventes canadiennes de services (génie, gestion et construction) ont été évaluées à environ \$200 millions. La promotion commerciale dans cette région a été soulignée par la participation du Ministère à des foires en Algérie, en Iran, en Iraq et en Turquie.

Un Comité économique mixte Canada-Israël a été formé à la signature d'un mémoire d'entente pendant la visite au Canada du Vice-Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères d'Israël.

Le commissaire aux Affaires étrangères du Nigeria a discuté des relations commerciales pendant sa visite à Ottawa. Le commissaire à l'Agriculture, lors d'une visite séparée, a parlé de l'agriculture et de la pêche au niveau fédéral et provincial.

La deuxième réunion annuelle de la Commission économique mixte Canada-Iran a eu lieu. Les discussions ont porté sur les projets identifiés lors de la réunion d'inauguration de la Commission et ont déterminé de nouveaux secteurs de participation du Canada: la distribution, la manutention et l'entreposage de biens; les laminoirs; la pétrochimie; une participation conjointe dans l'industrie alimentaire; les transports et la transmission de l'énergie électrique.

La réunion d'inauguration du Comité économique mixte Canada-Arabie Saoudite a eu lieu à Ottawa sous la présidence conjointe de notre Ministre et du ministre de l'Industrie et de l'Électricité de l'Arabie Saoudite dans le but d'identifier les possibilités commerciales. Par la suite, quatre missions de fonctionnaires du Ministère en visite en Arabie Saoudite ont abordé les secteurs de la construction, de l'éducation et de la formation, de l'agriculture et de la transmission de l'énergie électrique.

### Antilles et Amérique centrale

Les exportations canadiennes vers cette région ont atteint \$558 millions en 1976-1977, soit une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente. Dans les Antilles du Commonwealth, les exportations canadiennes sont tombées à \$132 millions malgré une bonne hausse des exportations vers la Trinité et Tobago. Avec Cuba en tête, les ventes canadiennes vers les autres Antilles sont passées de \$330 millions l'an dernier à \$345 millions cette année. Les ventes canadiennes vers l'Amérique centrale ont augmenté de 23% et atteint \$81 millions.

La chute prononcée du prix mondial du sucre a affecté les perspectives à Cuba et dans la République Dominicaine, mais les exportations canadiennes vers Cuba, premier marché de la région, ont atteint un chiffre record de \$234 millions. Par ailleurs, la balance des échanges avec l'étranger de la plupart des pays de l'Amérique centrale a été avantagée par le prix mondial élevé de leurs principaux produits d'exportation. En plus des exportations traditionnelles, des entreprises canadiennes, dont bon nombre avec l'aide du programme PEMD, exécutent un certain nombre de gros projets dans la région, surtout dans le secteur des mines, des chemins de fer, de l'hydroélectricité et des forêts.

De graves problèmes de balance des paiements en Jamaïque et en Guyane ont provoqué un resserrement des contrôles sur les importations dans ces deux pays. Une baisse des ventes sur ces marchés et vers la Barbade, les Bahamas et le Belize ont représenté la baisse de 6% des exportations canadiennes vers les Antilles du Commonwealth.

Une nouvelle série de négociations a eu lieu entre des responsables du Canada et du Marché commun des Antilles (Caricom) en vue de rédiger l'ébauche d'un accord de coopération commerciale et économique.

### Amérique latine

Les exportations canadiennes vers l'Amérique du Sud et le Mexique ont atteint le chiffre record de \$1,1 milliard, soit une augmentation de 1,7% par rapport à l'année précédente. Deux principaux marchés ont accru leurs achats, à savoir le Venezuela avec \$355,3 millions et le Brésil avec \$327,6 millions. Les exportations vers le Mexique sont restées pratiquement au même niveau avec \$212,9 millions malgré les difficultés économiques de ce pays et la résistance qui a suivi à l'encontre des importations.

L'expansion des relations du Canada avec cette région a été soulignée par la première réunion du Comité mixte Canada-Brésil sur les questions commerciales et économiques, par une visite du



secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Brésil, au Pérou et en Colombie, et par la visite de notre Ministre au Venezuela.

Plusieurs réunions entre les gouvernements brésilien et canadien ont porté sur l'intérêt du Canada à fournir une partie importante du matériel nécessaire à la construction du complexe hydroélectrique d'Itaipú, et aussi sur la prise en considération favorable du Canada pour la conception et la construction du nouvel aéroport international de São Paulo.

Au Venezuela, un consortium de sociétés canadiennes, appuyé par le Ministre, a été le soumissionnaire choisi pour concevoir et construire un chemin de fer complet dans la province de Guayana. La représentation et l'appui financier du Ministère ont aidé le consortium à obtenir le contrat pour du matériel canadien d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars.

Au Mexique, où le gouvernement a fixé parmi ses premières priorités l'expansion de l'industrie pétrolière, le Canada a confirmé son intérêt. Des sociétés canadiennes ont également pris des contacts avec la société pétrolière nationale en vue d'exporter du matériel d'exploitation du pétrole et du gaz.

#### Négociations commerciales multilatérales

Au cours de l'année financière, les discussions se sont poursuivies à Genève au sein de divers sous-groupes de négociation qui étudient les barrières non tarifaires, comme les achats gouvernementaux, les barrières techniques au commerce (normes des produits), les modalités et pratiques douanières et les restrictions aux quotas d'importation. Les négociations au sein des sous-groupes étaient destinées à élaborer des codes de discipline internationaux. De plus, d'autres groupes de négociation se sont réunis, notamment les groupes des tarifs douaniers, des secteurs, des garanties, des produits tropicaux, de l'agriculture et du cadre de travail.

Les objectifs généraux du Canada au cours des négociations sont les suivants: (1) la diminution ou l'élimination des effets de distorsion ou de restriction du commerce des mesures non tarifaires et l'application d'une surveillance et d'une discipline internationales plus rigoureuses à l'égard de ces mesures; (2) une diminution sensible des tarifs douaniers appliqués aux produits industriels et agricoles; (3) une nette amélioration des conditions d'accès des exportations agricoles, entraînant un rôle accru dans le temps pour obtenir des avantages comparatifs et une augmentation de la stabilité du commerce international; (4) dans des secteurs soigneusement définis et choisis, une offensive acharnée contre toutes les barrières au commerce, surtout celles qui entravent la transformation et la valorisation des ressources dans le pays d'origine; et (5) de meilleures possibilités pour les pays en développement d'accroître leurs recettes d'exportation.

### Commerce des produits

Le Canada a accepté de prolonger jusqu'au 30 juin 1978 l'Accord international sur le blé (IWA) de 1971. Avec d'autres membres du Conseil international du blé, le Canada a participé à l'élaboration d'un nouvel accord qui devrait être négocié en 1978.

Le Canada a participé en mai 1976 à la phase IV de la CNUCED qui a vu l'adoption du Programme intégré pour des produits de base. Ses principaux éléments comportent des négociations sur un fonds commun de financement des stocks tampons de produits et des consultations et négociations portant sur une série de produits intéressants à exporter pour les pays en développement. Les fonctionnaires du Ministère ont participé à une série de réunions internationales concernant divers produits individuels relevant du programme.

Le Canada est un membre importateur du sixième Accord international sur l'étain qui est entré en vigueur le 1er juillet 1976. Il est également un membre importateur de l'Accord international sur le café de 1975 et de l'Accord international sur le cacao qui sont tous deux entrés en vigueur le 1er octobre 1976.

### Coopération industrielle

Le Canada et les Communautés européennes ont signé un accord cadre de coopération économique et commerciale qui est entré en vigueur le 1er octobre 1976. Il devrait faire augmenter le commerce et les possibilités d'investissement et surtout faciliter l'expansion de la coopération industrielle entre le Canada et l'Europe.

L'accord prévoit un Comité mixte de coopération chargé de promouvoir et d'étudier les divers aspects de la coopération économique et commerciale. Un sous-comité chargé de la coopération industrielle a été formé ainsi que trois groupes de travail dans les domaines des produits forestiers, des télécommunications et de l'informatique périphérique et de l'aérospatiale. Des mémoires de surveillance (rapports provisoires) seront tenus à jour dans le domaine du charbon, du fer et de l'acier et des métaux non ferreux.

### Céréales et oléagineux

Les bonnes récoltes céréalières au Canada et dans la plupart des autres pays producteurs ont provoqué une baisse de la demande, un accroissement de la concurrence et une chute marquée des prix. En dépit de cette situation, les exportations canadiennes de céréales sont restées élevées et la baisse des recettes a été quelque peu compensée par une forte demande et une hausse des prix pour les oléagineux.

Les exportations des six principales céréales ont atteint 765 millions de boisseaux (19 millions de tonnes) dont 494 millions pour le blé et la farine (13,5 millions de tonnes), tandis que les principales graines oléagineuses ont représenté 58 millions de boisseaux (1,35 million de tonnes) pour la récolte 1976-1977.

Le programme des ventes de céréales à crédit a de nouveau apporté une large contribution en couvrant environ 30% des exportations de blé et une partie des exportations d'orge et d'avoine.

Le Programme stimulant la commercialisation des céréales et oléagineux (GOMI) encourage l'expansion du marché, la transformation avec valeur ajoutée des récoltes en protéines, huile et amidon pour l'alimentation des animaux et l'industrie alimentaire. Cette année, son coût a atteint \$634 000.

Une modification à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, qui a augmenté l'avance maximale faite à un producteur, ainsi qu'une baisse des possibilités de livraison au cours des dernières années, ont fait monter les avances à \$126 millions. Les intérêts pour l'année 1976-1977 ont plus que doublé pour atteindre \$2 550 460. Ce coût est supporté par le gouvernement fédéral.

Les paiements effectués en vertu de la Loi sur le double prix du blé, qui a ramené le prix à \$3.25 pour les consommateurs canadiens, ont atteint \$65,3 millions, c'est-à-dire un montant nettement inférieur à celui de l'année précédente alors que le prix à l'exportation était élevé.

La Société de l'usine pilote de protéines, huiles et amidon, entreprise à participation de l'industrie et du gouvernement, a presque terminé son usine à Saskatoon. Cette corporation à but non lucratif mettra au point de nouvelles technologies alimentaires pour les récoltes canadiennes et aidera à augmenter la transformation canadienne. Le gouvernement fédéral verse 90% du coût en immobilisations, ce qui a représenté des paiements de \$3,2 millions en 1976-1977.

L'Institut international du Canada pour le grain aide à maintenir et à étendre les marchés intérieurs et étrangers grâce à des programmes d'enseignement pour les pays qui achètent des céréales canadiennes et pour l'industrie canadienne des céréales. Sept cours impliquant 20 pays ont été offerts au cours de l'année. Le Ministère a défrayé 60% du coût, soit \$529 000, et la Commission canadienne du blé a payé le reste.

Le gouvernement et l'industrie ont organisé conjointement des visites de mise en marché en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Ouest et au Japon. Dans le domaine de l'aide alimentaire, une

enquête sur la situation actuelle et les tendances dans le secteur de la transformation avec valeur ajoutée a englobé les mélanges d'aliments, les suppléments de protéines et les programmes d'alimentation scolaire.

Le Programme d'aide à l'utilisation du colza géré par l'Association canadienne des producteurs de colza a reçu \$300 000 en 1976-1977 pour 20 projets de recherche et de développement. La moitié des fonds environ sont allés à des recherches sur la farine grossière et ensuite sur l'huile et la farine fine.

Pour 1976-1977, le Programme des céréales a dépensé \$2202 en frais d'exploitation et \$180 731 en subventions et contributions.

#### Industries de transformation des richesses naturelles

Le Ministère a participé à trois principaux comités reliés aux industries de transformation des richesses naturelles en vue de promouvoir la coopération industrielle: 1) un Groupe de travail spécial Canada-Communauté européenne sur les produits forestiers, 2) un Comité économique mixte Canada-Japon et 3) un Groupe de travail Canada-URSS sur l'industrie des produits forestiers. Il a également participé à une mission technique sur la pâte et le papier au Japon, à une étude de marché sur le papier et le carton en Afrique orientale et à une mission de commercialisation du papier et du carton en Italie.

Le Ministère a participé à un certain nombre de projets de l'OCDE dont une "Étude sur l'utilisation des déchets du papier" et un rapport sur "Les possibilités de conservation de l'énergie dans l'industrie de la pâte et du papier". Il a également déployé des efforts en vue de faire des perspectives économiques bisannuelles à court terme sur l'industrie de la pâte et du papier dans les pays de l'OCDE.

Dans le secteur du fer et de l'acier, le Ministère a participé à des réunions internationales comme celles du Comité de l'acier de la Commission économique pour l'Europe, du groupe de l'acier de l'OCDE et à des réunions sur l'acier de l'ONUDI, ainsi qu'à plusieurs réunions du gouvernement et de l'industrie sidérurgique concernant le secteur de l'acier dans les négociations commerciales multilatérales du GATT.

Des experts en sidérurgie de l'URSS ont visité Ottawa et des usines canadiennes, et des représentants du Ministère et de l'industrie sidérurgique canadienne leur ont rendu la pareille. Le Ministère a également organisé des réunions entre une délégation d'experts en sidérurgie de la Tchécoslovaquie et des industriels canadiens, a tenu des consultations avec les États-Unis à propos des aciers spéciaux et des problèmes concernant le chrome, et a poursuivi les

discussions avec le Japon sur la possibilité de créer une usine sidérurgique en Colombie-Britannique.

Dans le secteur des métaux non ferreux, un certain nombre de réunions internationales ont impliqué le Groupe d'étude sur le plomb et le zinc, les Commissions des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour le cuivre, le tungstène et le manganèse, ainsi que le secteur des métaux non ferreux dans les négociations commerciales multilatérales du GATT.

Une mission canadienne de dix représentants de la fabrication secondaire de métaux non ferreux a visité la Communauté économique européenne. Elle avait pour objectifs l'échange de renseignements sur la technologie, la commercialisation et la gestion, la vente de produits et de technologie, et une recherche sur la technologie et le matériel spécifiques à l'Europe en vue de les utiliser dans des usines canadiennes. Environ 150 des réunions (75%) nécessitent d'autres discussions.

Pour suivre les progrès des profils commerciaux mondiaux et des développements technologiques dans les produits primaires du bois, le Ministère a continué à participer à des programmes et à des projets du Comité du bois de construction de la Commission économique pour l'Europe. La promotion commerciale des produits manufacturés en bois, notamment des logements à charpente en bois, a été accentuée en 1976-1977 par les foires et missions commerciales, y compris les principales expositions à Bruxelles et Utrecht.

Le Ministère a patronné une mission au Moyen-Orient composée de représentants de compagnies impliquées dans la fabrication de maisons, qui a étudié les marchés potentiels en Iran, au Bahrain et en Arabie Saoudite. Ces compagnies s'attendent à des possibilités concrètes d'exportation à la suite de ce voyage.

#### Matériel électrique et électronique

Les normes techniques ne limitent pas la concurrence du Canada sur les marchés mondiaux des télécommunications pour la plupart des types de systèmes de communications. La seule exception concerne les échanges téléphoniques où les deux principaux fabricants canadiens ne peuvent entrer en concurrence en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Avec les progrès des échanges électroniques, et surtout avec l'avènement de la commutation numérique, le Canada pourra entrer en concurrence sur tous les marchés. Ce secteur doit continuer à lutter contre les barrières non tarifaires en vue d'obtenir des contrats d'exportation.

Un facteur a influencé le rendement du secteur de l'électronique. C'est l'apparition d'un certain nombre de barrières non tarifaires dans le commerce du matériel de défense américain, y compris l'utilisation croissante de clauses "interdit aux

étrangers" dans les demandes de soumission, et d'exigences de "sécurité nucléaire" et de "sécurité des communications" qui ont empêché des entreprises canadiennes de présenter des soumissions sur certains programmes américains. Malgré un certain succès dans la lutte contre certaines de ces restrictions, l'accès au marché militaire américain devient indubitablement plus difficile.

Le Canada est bien placé sur le plan de la concurrence intérieure et mondiale dans le domaine des instruments spéciaux et des systèmes de contrôle des processus, comme ceux appliqués aux industries de transformation des richesses naturelles: géophysique, cartographie, production et transport de l'énergie, et transformation des minerais.

Au cours des 20 dernières années, la tendance a été continuellement à la baisse dans la représentation des produits canadiens en pourcentage du marché canadien. Cette tendance ne s'est pas seulement arrêtée au cours des dernières années, mais semble se renverser.

#### Programmes et contrats pour le matériel de défense

Le Canada a continué à coopérer avec ses alliés dans le domaine de la planification de la défense grâce à des programmes coopératifs de recherche, de développement et de production du matériel de défense coordonnés par le Ministère. Bon nombre de ces programmes ont des applications civiles et représentent une technologie avancée dans le domaine des communications, du matériel de navigation et de transport.

Les contrats d'exportation de matériel de défense signés au Canada par l'OTAN et les autres nations amies ont atteint \$390,6 millions en 1976-1977. Les importations de matériel de défense ont coûté \$1114,4 millions pendant la même période, et ont porté surtout sur des avions de patrouille à grande autonomie (CP-140) des États-Unis et sur des chars d'assaut Léopard de la République fédérale d'Allemagne.

#### Transports

Le Ministère a poursuivi les développements en matière de transport maritime international résultant de la septième session de la Commission des transports maritimes des Nations-Unies, à savoir les conditions et les coûts du transport commercial maritime, l'efficacité des organisations (conseils) de transporteurs maritimes, la situation du Code de conduite des conférences maritimes et les problèmes de congestionnement des ports dans un certain nombre de pays.

Le Ministère a participé à d'autres réunions, notamment des réunions intergouvernementales de la CNUCED sur les normes des conteneurs, un congrès sur le transport multi-modal, et la récente adhésion du Canada au Comité consultatif de l'Organisation internationale de normalisation, Division technique 4, distribution des marchandises. Il y a également eu trois sessions du Comité des transports maritimes de l'OCDE sur les problèmes d'expédition maritime des nations commerçantes, et la participation au Conseil consultatif des affaires maritimes et au nouveau Conseil consultatif du transport maritime - Recherche et développement.

Du côté de l'industrie, le déficit du commerce des pièces d'automobile a très peu diminué pour atteindre \$2,59 milliards en 1976. Cependant, le déficit global des produits de l'automobile, y compris les véhicules, les pneus et les chambres à air, a connu une baisse importante pour arriver à environ \$1,2 milliard. Le souci du Ministère face à l'importance renouvelée du déficit des pièces détachées l'a conduit à modérer ses discussions directes avec l'industrie.

### Textiles

Une capacité excédentaire mondiale dans le domaine des produits textiles a rendu le marché international très compétitif. En effet, l'industrie canadienne éprouve beaucoup de difficultés à conserver une part satisfaisante du marché intérieur en raison des importations des pays développés et en développement. La situation est évidente d'après les diverses études de marché demandées par l'industrie à la Commission du textile et du vêtement au cours de l'année écoulée.

### Sciences et technologie

Le Ministère a joué un rôle prépondérant dans l'organisation de trois visites d'hommes d'affaires canadiens en URSS et de la visite d'une délégation soviétique au Canada en 1976. Ces visites ont été effectuées dans le cadre des groupes de travail sur le pétrole, le gaz et l'électricité de la Commission mixte de l'accord de coopération Canada-URSS dans le domaine de l'application industrielle des sciences et de la technologie. Par suite de ces visites, le Canada a obtenu de nouveaux contrats de \$42,8 millions pour des compresseurs, des valves et autres matériels de pipe-lines.

### Normes

L'élaboration de politiques et de programmes dans le domaine de la normalisation fait toujours partie des responsabilités du Ministère. Les projets ont englobé une étude des activités canadiennes de normalisation pour le Comité scientifique du Commonwealth et un

rapport sur les activités provinciales pour la mission canadienne permanente auprès du GATT.

Le Ministère a poursuivi ses travaux en vue d'abaisser les barrières commerciales provoquées par les normes et les méthodes d'essai et modalités de certification connexes. Pour cela, il a participé aux travaux de normalisation d'organisations intergouvernementales comme la Commission économique pour l'Europe, le Congrès de la normalisation du secteur du Pacifique et le GATT.

### ÉCONOMIE INTÉRIEURE - ACTIVITÉS RÉGIONALES

Sur la scène intérieure, la décentralisation graduelle du Programme d'avancement de la technologie (PAIT), du Programme pour l'accroissement de la productivité (PEP) et du Programme d'aide au design industriel (IDAP) est arrivée à un point où les bureaux régionaux se sont occupés de 44% de tous les projets du Ministère en 1976-1977. Des engagements financiers de \$4,3 millions ont été pris par l'intermédiaire des bureaux régionaux dans le cadre de 76 projets.

En outre, la fonction d'évaluation des compagnies pour les sections B, C et D du Programme de développement des marchés d'exportation (PEMD) a été décentralisée pour les régions de l'Est et de l'Ouest, ce qui accélère le traitement des demandes des compagnies ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à \$2 millions.

Les 11 bureaux régionaux ont intensifié leurs travaux dans le domaine de l'expansion industrielle et commerciale et des relations fédérales-provinciales. Ils ont patronné des séminaires et des conférences dans le secteur des licences de fabrication, des brevets, des entreprises à participation, du commerce international et du tourisme. Ils ont également aidé à coordonner les programmes des missions étrangères en visite. Un nouveau bureau régional a été ouvert cette année à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard).

### Exploitation des richesses naturelles

Au cours de sa deuxième année d'existence, le Comité des bénéficiaires industriels provenant de l'exploitation des richesses naturelles du Canada a étudié des projets impliquant des dépenses en immobilisations de quelque \$15 milliards. Parmi ceux qui concernent la fourniture de matériel et de services par des compagnies canadiennes, on peut citer les projets de pipe-line pour le gaz naturel de l'Arctique, le projet de gaz naturel liquéfié (LNG) de Petro Canada, le Programme d'exploration pétrolière au large de la côte Est de la compagnie Eastcan et le Programme d'exploration pétrolière dans l'Arctique de la compagnie Panarctic.



Grâce à la politique et aux activités de ce comité interministériel, les compagnies de développement des ressources naturelles ont pu faire appel à des entreprises canadiennes compétitives dans le domaine de l'ingénierie et de la gestion pour la plupart des projets et ont pris davantage conscience des possibilités qui existent au Canada.

#### Pâte, papier et produits du bois

Les expéditions canadiennes de pâte et de papier ont atteint près de 19 millions de tonnes courtes en 1976, contre 16,2 millions au cours de l'année précédente, mais sont cependant restées loin du record de 21 millions de tonnes courtes établi en 1974. Les marchés internationaux ont été extrêmement concurrentiels, ce qui a provoqué de grosses difficultés de commercialisation pour l'industrie canadienne. Pour améliorer cette situation, le Ministère a déployé beaucoup d'efforts et a réussi à vendre un certain tonnage sur les marchés internationaux.

Le Ministère a également joué un rôle prépondérant dans la promotion de projets et la fourniture d'aide technique au ministère des Finances en vue d'améliorer les concessions fiscales accordées sur certains matériels de conservation de l'énergie à installer dans les usines de fabrication.

Un document de travail préparé par le Ministère a fourni une étude de l'industrie des produits forestiers, une analyse des forces et des faiblesses des divers secteurs de la pâte et du papier, et des recommandations en vue d'améliorer la situation concurrentielle de l'industrie à l'échelon international.

Sous les auspices du Comité d'expansion de l'industrie forestière, et sous la surveillance directe du Ministère, un projet pilote de rationalisation est en cours au Nouveau-Brunswick. Il implique la restructuration de l'industrie de la pâte et du papier grâce à une modernisation et à d'autres moyens en vue d'améliorer son efficacité, de réduire ses coûts et de reconquérir sa situation concurrentielle sur les marchés mondiaux.

Dans le secteur des produits manufacturés du bois, le Ministère a patronné une étude des développements technologiques auxquels pourrait être confrontée l'industrie du logement et des éléments de construction en bois d'ici 1990. Grâce à la technique prévisionnelle de Delphi, l'étude a examiné la demande future sur le marché canadien de la construction des maisons résidentielles en ce qui a trait à l'utilisation des éléments de construction, des matériaux et des structures en bois, et a identifié les problèmes et les possibilités.

Une deuxième étude sur le logement entreprise par le Ministère concerne la fabrication des maisons à charpente en bois au Canada, y compris son expansion et sa raison d'être, et tous les autres renseignements sur cet important secteur de l'économie.

### Sidérurgie

Une série de réunions mensuelles sur la sidérurgie a été organisée en 1976-1977 avec des représentants des compagnies membres du Groupe consultatif de l'industrie sidérurgique. Elle avait pour but d'identifier les possibilités et les contraintes se rapportant à l'industrie sidérurgique canadienne.

Le Ministère a publié une brochure de promotion intitulée "Produits ferreux canadiens moulés et forgés" disponible à la Division de la sidérurgie. Les travaux préparatoires sont achevés pour une autre publication intitulée "Rapport sur l'industrie canadienne des produits ferreux, Sondage national de 1976" destinée à démontrer l'envergure et les possibilités de l'industrie. Des révisions sont en cours en vue de publier une nouvelle version de la brochure de promotion commerciale intitulée "Metal Pipe and Tube from Canada".

### Métaux non ferreux

Le climat de dépression qui sévissait dans l'économie mondiale a provoqué une baisse de la production et aussi du prix des métaux non ferreux. Bien que le marché du plomb soit demeuré relativement dynamique, et que celui de l'aluminium se soit amélioré régulièrement, les marchés sont restés peu actifs pour le cuivre, le zinc et le nickel.

En collaboration avec l'industrie, le Ministère a participé à la formation de l'Association canadienne du moulage à cire perdue et aide l'industrie du moulage matricé à constituer une association représentative.

Le Ministère a également terminé les travaux préparatoires concernant une nouvelle brochure sur l'industrie canadienne de la monnaie, et a publié un glossaire de termes techniques sur l'industrie du cuivre au Canada.

Une étude interministérielle a été entreprise sur la proposition d'une fonderie de zinc sur la côte Est pour les concentrés de zinc de l'Arctique, ainsi que d'autres études sur les industries du cuivre et de l'aluminium.

### Charbon

Le Canada et la Colombie-Britannique ont signé une entente en vue de financer conjointement le coût des études de planification et

d'évaluation des ressources de charbon du nord-est de la Colombie-Britannique. Un comité spécial de ministres et des sous-comités de hauts fonctionnaires analysent les exploitations possibles. Le Ministère a également présenté une étude sur le marché du charbon dans 27 pays au gouvernement de la Colombie-Britannique et à l'ensemble des producteurs de charbon.

### Textiles et produits de consommation

L'augmentation inégalée des importations a diminué considérablement la part du marché détenue par l'industrie de la chaussure en cuir et en vinyle de 59% en 1975 à 50% en 1976. Il en est résulté une diminution sévère de l'utilisation de la capacité, ainsi que des licenciements temporaires. Le Cabinet a demandé au Tribunal antidumping d'effectuer une enquête immédiate afin de déterminer si les importations mettent gravement en danger la production intérieure ou risquent de le faire.

Le retrait de la chaussure en caoutchouc des tarifs douaniers préférentiels généralisés a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1979 pour donner plus de temps à l'industrie pour se restructurer.

Une poussée des importations de sacs à main pour dames, surtout en provenance de la République de Corée, a poussé Revenu Canada à entreprendre une enquête complète sur le dumping.

L'industrie du textile en général a plutôt stagné au cours de l'année écoulée et a obtenu des bénéfices insatisfaisants surtout dans le domaine des accessoires de maison. L'application de droits antidumping aux filés à texture de polyester a stimulé l'activité des producteurs de filés plats et texturés, et a provoqué une hausse des prix dans ces secteurs.

La limitation imposée par le gouvernement fédéral sur les vêtements et les tissus à tricot double n'a pas provoqué l'effet escompté sur l'industrie du textile primaire, mais celui-ci devrait se faire sentir plus tard en 1977. Comme l'industrie ne peut généralement pas répercuter la hausse des coûts de la main-d'oeuvre et des matières sur le prix de vente, les bénéfices ont été minés et il ne faut s'attendre à aucune amélioration dans un avenir prévisible étant donné la situation économique actuelle du pays.

### Industrie chimique

La performance de l'industrie chimique s'est améliorée en 1976 par rapport à l'année précédente. Les ventes en dollars constants ont augmenté, surtout au cours de la dernière partie de l'année. Malheureusement, l'inflation a encore eu des répercussions défavorables sur les conditions commerciales et le déficit de la balance commerciale est resté à peu près le même que l'année précédente.

Les prix des produits chimiques ont augmenté moins que ceux des produits manufacturés dans leur ensemble, et même si l'emploi a augmenté de plus de 3%, les gains moyens ont augmenté à un rythme inférieur à celui des industries de fabrication. D'importants investissements nouveaux sont en cours dans le secteur de la pétrochimie, mais les principales répercussions ne se feront pas sentir avant 1978, époque à laquelle on prévoit une amélioration du déficit de la balance commerciale.

Une étude portant sur l'industrie de fabrication du plastique a été achevée avec la participation des gouvernements provinciaux et de l'industrie. Des recommandations sont en cours d'élaboration afin d'aider l'industrie à surmonter les contraintes rencontrées.

Avec la collaboration du ministère national de la Santé et du Bien-être social, le Ministère a entrepris une étude complète de l'industrie des produits d'hygiène sanitaire. Elle englobera le matériel, les fournitures et les appareils médicaux, biologiques et pharmaceutiques.

### Électricité et électronique

Le secteur canadien des télécommunications souffre de la petitesse du marché intérieur. Les besoins canadiens sont satisfaits principalement par des fabricants canadiens. Le Canada continue à souffrir d'une capacité de surproduction dans le secteur des micro-ondes et les fabricants ne sont pas dans une situation brillante. Les deux principaux fabricants de matériel téléphonique ont conservé leur part du marché intérieur et ont réalisé des bénéfices. Au cours de l'année écoulée, l'emploi a diminué dans le secteur des télécommunications en raison du manque de contrats au Canada et à l'étranger.

Un intérêt considérable et une reprise des activités ont fait suite aux récentes augmentations des programmes de dépenses de la Défense nationale (avions de patrouille CP-140, chars d'assaut Léopard, nouveaux avions de chasse et programme de remplacement des navires). D'importantes négociations ont eu lieu, surtout dans le cas de l'avion de patrouille, afin que ces programmes comportent une participation canadienne convenable et des avantages industriels compensatoires. Ces négociations devraient s'intensifier à l'avenir avec le nouvel avion de chasse et le programme de remplacement des navires. Le Ministère essaiera d'accroître les avantages au-delà de la "construction sur plans" pour englober la technologie et le soutien du marché à plus long terme.

Le marché intérieur canadien des instruments généraux, comme les oscilloscopes, les analyseurs de signaux, etc., est trop petit pour attirer une concurrence mondiale. Lorsqu'une compagnie a un pied sur le marché, c'est parce qu'elle a pris une avance sur le reste du monde dans une technique particulière.

## Industrie des transports

La livraison de 41 avions "Twin Otter" de la société de Havilland porte à 550 le total de ces avions actuellement en service dans le monde. La compagnie a reçu des commandes pour 19 avions "Super Buffalo". Les premiers modèles de série de l'avion DASH 7 sont presque terminés.

L'avion commercial "Challenger" de Canadair a obtenu un succès fantastique avec la vente de plus de 100 appareils. Le DASH 7 et le Challenger sont tous les deux financés par des initiatives et des programmes du Ministère. La rationalisation possible des compagnies Canadair et de Havilland est en cours d'évaluation.

Dans le secteur des sous-systèmes pour avions, la principale orientation du Ministère vise à accroître sa base technologique en encourageant l'achat de matériel de pointe, la mise au point de nouveaux produits et l'augmentation des ventes à l'exportation. La force de ce secteur repose sur l'augmentation des ventes de moteurs d'avion, la participation au programme de navette dans l'espace (Space Shuttle) de la NASA, un projet coopératif avec la République fédérale d'Allemagne et la France en vue de mettre au point un système de surveillance des champs de bataille, et des compensations lors de l'achat des avions de patrouille à grande autonomie par la Défense nationale.

Les ventes totales de sous-systèmes ont atteint \$648 millions en 1976, dont \$422 millions ou 65% dans le cadre d'exportations vers les États-Unis. Ce secteur a employé au total quelque 16 000 travailleurs, dont une grande proportion d'ingénieurs et de travailleurs spécialisés. Les principales activités de l'année ont englobé une entente entre le Canada, la France et la République fédérale d'Allemagne pour l'élaboration d'un système de surveillance aérienne, avec la société Canadair comme gestionnaire du système; le lancement à Canadair d'un projet de véhicule télécommandé à ailes rotatives; et une aide à la société Spar Aerospace pour accroître ses aptitudes à fournir le système d'échange modulaire pour le programme de navette spatiale de la NASA.

L'industrie de la construction et de la réparation des bateaux a eu une production légèrement inférieure à \$600 millions en 1976, dont plus de la moitié pour l'exportation. Les chantiers navals canadiens ont livré 50 navires représentant 253 608 tonnes fortes. Par ailleurs, 27 navires représentant 331 926 tonnes fortes sont en construction et 23 autres navires représentant 114 715 tonnes fortes sont commandés. Les chantiers navals emploient environ 15 000 travailleurs.

En 1976, le Canada a souffert des effets combinés du renversement du marché mondial du fret maritime et de la capacité excédentaire des chantiers navals internationaux. Pour attirer de nouvelles commandes et éviter des licenciements, deux importantes modifications à l'aide fournie dans le cadre du Programme temporaire d'aide à la construction de navires ont été annoncées: en novembre, la conversion de navires est devenue éligible à cette aide, et pas seulement la construction de navires neufs; et le taux des subventions a été porté de 12 à 20% du coût approuvé des demandes acceptées au cours des six premiers mois de l'année financière suivante.

L'avenir incertain des chantiers navals s'est répercuté sur le secteur des composants maritimes et a été aggravé par les exigences de clients étrangers éventuels qui ont demandé à utiliser dans la construction des bateaux au Canada des composants fabriqués dans leur pays. De telles exigences sont difficiles à refuser présentement car le marché des bateaux est favorable aux acheteurs. Deux fabricants européens de machines de pont ont formé des entreprises à participation en vue de fabriquer leurs produits au Canada.

La teneur canadienne moyenne est supérieure à 66% dans ce secteur. Les principales raisons qui empêchent une augmentation viennent du fait que l'acier japonais est généralement nettement moins cher que l'acier canadien et que les principaux moteurs, les dispositifs à démultiplication et les hélices à inclinaison contrôlable ne sont pas fabriqués au Canada.

Des études ont été entreprises conjointement avec d'autres ministères intéressés dans les domaines suivants: l'intégration des statistiques sur le commerce et les transports et l'amélioration des statistiques sur le transport maritime; les problèmes d'expédition des pommes de terre du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard; les implications des propositions de péage sur la voie maritime du Saint-Laurent; la révision des règles du transport maritime des produits; l'impact du détournement des transports entre le Canada et les États-Unis; et la mise en application au Canada de la convention internationale sur la sécurité des conteneurs.

Le Ministère a également fourni des renseignements sur le transport des passagers et des marchandises en vue d'élaborer la position canadienne lors de la négociation d'ententes aériennes bilatérales.

#### Machines

Le Programme des machines aide les fabricants canadiens et diminue le coût des machines non fabriquées au Canada. Le Ministère a reçu plus de 25 000 demandes d'aide en 1976 et a versé plus de \$200 millions, par l'intermédiaire d'exonérations fiscales, à l'industrie

pour l'achat de biens d'immobilisation de pointe à l'étranger. En même temps, il a aidé près de 100 producteurs de machines à élargir la gamme de leurs produits fabriqués au Canada et à augmenter leur capacité de production pour tirer profit des demandes croissantes qui étaient satisfaites auparavant par des importations.

### Design

Le Conseil national de l'esthétique industrielle et le Ministère ont créé une nouvelle branche administrative pour le Conseil appelée Design Canada qui comprend l'ancien Bureau du Design du Ministère et le secrétariat du Conseil et a fait réaliser des économies de \$500 000.

De même, le Programme d'aide au design industriel (IDAP) du Ministère a été décentralisé et a accordé des subventions de \$208 677 pour couvrir la moitié des coûts d'administration et de design des projets approuvés. Des programmes de design et développement de produits ont été créés au Manitoba, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, en Saskatchewan et dans l'Île-du-Prince-Édouard. Au cours de l'année, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard ont reçu des subventions totales de \$75 000.

Conjointement avec les gouvernements de l'Ontario et du Québec, Design Canada a aidé la Société des industries du plastique du Canada à organiser un séminaire sur "Les profits par le design" auquel ont assisté 130 hommes d'affaires, fournisseurs et concepteurs.

Le Programme d'appréciation des talents en design destiné aux étudiants canadiens a accordé 18 bourses "Design Canada" d'un montant total de \$89 000 pour des études poussées en design dans des écoles internationales. Les subventions aux universités et collèges canadiens qui offrent des cours en gestion du design et en design industriel ont atteint \$60 000.

Une série de conférences intitulées "Le design au service de l'industrie", patronnées conjointement par Design Canada, Electrohome et les ministères provinciaux de l'Industrie de l'Ontario et du Manitoba, a comporté des séminaires d'une journée organisés à Toronto et à Winnipeg pour 250 cadres d'entreprise.

Design Canada a également aidé deux associations canadiennes professionnelles de design, l'Association des graphistes du Canada et l'Association des designers du Canada à établir un secrétariat à Ottawa.

Dans le cadre d'un programme conjoint avec le ministère des Approvisionnements et Services, appelé "Promotion du design par les achats de l'État", une subvention de \$45 000 a été

accordée à une firme canadienne de design industriel pour mettre au point une nouvelle génération de mobilier de bureau modulaire standard pour les bureaux ordinaires du gouvernement et à des fins commerciales.

L'exposition "Formes utiles du présent", qui a fait le tour du Canada, a montré aux hommes d'affaires, aux étudiants et au grand public la qualité des articles conçus et produits au Canada.

#### TOURISME

Pour la deuxième année consécutive, l'industrie touristique canadienne a présenté des tendances mitigées, avec une diminution des voyages des Canadiens au Canada en pourcentage de tous leurs voyages alors que les voyages des Canadiens à l'étranger ont augmenté fortement, surtout à destination des États-Unis. Le nombre des visiteurs américains au Canada a diminué de nouveau, mais celui des visiteurs d'outre-mer a connu une nette hausse.

Les recettes brutes de l'industrie touristique canadienne (visiteurs étrangers et canadiens) ont atteint environ \$9,2 milliards, soit environ 5% du produit national brut. De ce montant, les Canadiens ont dépensé \$7,5 milliards et les visiteurs \$1,9 milliard. De cette dernière somme, les visiteurs américains ont dépensé \$1,3 milliard, à peu près comme en 1975, alors que les visiteurs d'outre-mer ont dépensé \$584 millions, soit une augmentation de 22% par rapport à 1975.

Les dépenses des Canadiens en voyage à l'étranger se sont élevées à \$3,1 milliards, soit une augmentation de 23% par rapport à 1975. Le déficit touristique du Canada dans la balance internationale des paiements a également atteint le chiffre record de \$1,2 milliard, dont un tout petit peu plus de la moitié est représenté par le déficit des échanges touristiques bilatéraux du Canada avec les États-Unis.

Les problèmes touristiques du Canada sont évidemment concentrés en Amérique du Nord. D'un côté, le nombre des entrées de résidents américains au Canada a baissé de 6,8% pour atteindre 32,2 millions (de visites), ce qui confirme une baisse régulière; de l'autre, le nombre des entrées de Canadiens aux États-Unis a augmenté de 8,6% pour atteindre 35,9 millions (de visites), ce qui poursuit la tendance amorcée en 1974. Il s'agit également de la première année au cours de laquelle un plus grand nombre de Canadiens sont allés aux États-Unis que d'Américains au Canada depuis le début des registres de Statistique Canada en 1946.



Certaines des raisons ne s'appliquent qu'à l'année 1976: les célébrations du Bicentenaire des États-Unis, l'élection présidentielle américaine, le mauvais temps au Canada en été, les interruptions du trafic aérien au Canada et la valeur supérieure du dollar canadien par rapport au dollar américain.

D'autres raisons sous-jacentes sont encore plus importantes pour justifier l'évolution de l'équilibre touristique, à savoir la triple menace de l'inflation, de la récession et de la situation de l'énergie qui ont eu tendance à empêcher les Américains de visiter le Canada. En raison de la baisse de compétitivité des prix canadiens, les Américains ont trouvé les biens et services canadiens relativement chers. En outre, étant donné que de plus en plus de Canadiens prennent des vacances en hiver surtout à l'étranger, ils ont tendance à aller dans le sud aux États-Unis ou dans les Caraïbes ou au Mexique, grâce à des tarifs aériens et à des voyages forfaitaires intéressants.

La majeure partie des recettes touristiques canadiennes obtenues en 1976 proviennent de Canadiens qui ont visité leur pays et dépensé environ \$7,3 milliards. De 1971 à 1976, le volume des voyages intérieurs a augmenté de 85% et leur valeur de 135%, ce qui est une tendance loin d'être mauvaise. L'ensemble des dépenses touristiques a produit 800 000 emplois directs et indirects en 1976.

L'Office du tourisme du Canada (OTC) a disposé en 1976-1977 d'un budget de \$23 460 000 et d'un effectif de 341 personnes réparti dans 28 bureaux dans neuf pays, dont six bureaux au Canada. Son programme a visé non seulement à stimuler l'intérêt des voyages au Canada, mais aussi à encourager les touristes canadiens ou étrangers à utiliser les moyens de transport commerciaux.

L'OTC a également recouru à la technique d'association avec divers partenaires, y compris les provinces et les secteurs de l'industrie touristique, en réalisant une importante promotion des voyages au Canada et à destination du Canada par l'intermédiaire de voyages forfaitaires planifiés d'avance. Des campagnes publicitaires spéciales ont été lancées aux États-Unis et au Japon à l'intention des skieurs. En dehors de la publicité dans les media, l'OTC a envoyé cinq millions de lettres dans le cadre d'un vaste programme d'envoi direct par la poste qui a provoqué plus de 500 000 demandes de documentation. De même, 400 journalistes, rédacteurs, radiodiffuseurs et autres spécialistes des media ont été les invités de l'OTC dans le cadre de son programme de visites au Canada. En outre, du matériel de documentation comprenant 125 publications a été envoyé à 3000 rédacteurs d'articles sur les voyages et la vie en plein air et à d'autres représentants des media au Canada, aux États-Unis et à l'étranger.

Le Ministère a coordonné plus de 130 séminaires au Canada et aux États-Unis en vue de promouvoir des circuits forfaitaires pour le printemps, l'été et l'automne, et une série supplémentaire pour les

circuits d'hiver; 16 000 personnes ont assisté à la première série et 12 000 à la deuxième sur les circuits d'hiver.

Après une période d'essai de trois ans, le Programme d'expansion des voyages a prouvé sa valeur. Il a aidé 32 compagnies individuelles ou départements provinciaux du tourisme à organiser 172 nouveaux programmes forfaitaires englobant pratiquement toutes les régions du Canada.

Une nouvelle section chargée des Relations avec l'industrie touristique a réalisé un inventaire complet des circuits forfaitaires au Canada et à destination du Canada. Le Ministère a également publié deux guides d'amélioration de l'industrie touristique intitulés "L'exploitation d'une auberge" et "Canadian Menu Manual". Un troisième est en cours sur la planification des festivals et événements spéciaux.

Nous avons reçu plus de 200 plaintes de consommateurs et la plupart ont été résolues à la satisfaction du client en collaboration avec les organismes provinciaux, les associations touristiques et le secteur privé.

Des agents de promotion des "Réunions et voyages-primés (M&IT)" ont été nommés pour les régions de Chicago et de New York. Une conférence de deux jours sur les "Réunions et voyages-primés (M&IT)" a été organisée à Ottawa en présence de 200 délégués des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux et de représentants de l'industrie touristique.

Une base de données informatique, bilingue et bibliographique a été créée en 1976. Elle renvoie les demandeurs aux sources et aux endroits où se trouvent les données et les documents pertinents. Dans le domaine de la recherche économique, le Ministère a mis au point un modèle de dépenses touristiques et un modèle d'impact touristique en vue de recueillir et d'analyser les données avec plus de précision. Il a également produit un ensemble complet de données sur l'impact touristique se rapportant à l'emploi, au revenu, aux investissements et aux recettes gouvernementales. Des présentations destinées à expliquer le système et le modèle d'impact ont été faites à six ministères fédéraux, cinq provinces, au Comité touristique de l'OCDE, et à des agents de l'OTC et du Comité interministériel du tourisme.

Les résultats de l'étude de Delphi sur "Le tourisme au Canada jusqu'en 1986" ont été mis à la disposition de l'industrie et de l'OTC. De plus, la recherche économique a été le point central en vue de planifier une enquête permanente sur les voyages au Canada.

La Conférence des représentants du tourisme canadien à Ottawa a été suivie d'une réunion spéciale à Banff pour discuter de la politique

des transports et de l'élaboration d'un système national d'information et de réservation.

Plus de 550 000 demandes de renseignements touristiques ont été reçues cette année. Bien que ce chiffre représente une baisse de 10% par rapport à l'an dernier, le niveau des demandes a été élevé. Deux lignes directes WATS (Wide Area Telephone Service) installées à titre expérimental entre les bureaux de l'OTC d'Ottawa et de New York ont permis à un personnel spécialement entraîné de répondre automatiquement à Ottawa aux appels faits au bureau de New York. Ce système est destiné à diminuer la tension résultant de la communication de renseignements pendant la pleine saison des voyages, et si l'opération est aussi efficace que le montrent les premières expériences, elle pourrait être étendue à des bureaux situés dans d'autres endroits.

ÉTAT DES DÉPENSES  
du ministère de l'Industrie et du Commerce  
pour l'année financière 1976-1977

<u>Programme commercial et industriel</u>		<u>\$(milliers)</u>
Dépenses d'exploitation		82 388
Subventions et contributions		
- Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques	45 922	
- Programme pour l'avancement de la technologie industrielle	25 455	
- Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	44 900	
- Programme d'accroissement de la productivité	630	
- Programme de développement des marchés d'exportation	4 963	
- Subventions pour la construction de bateaux de pêche et de commerce	68 000	
- Programme d'aide au design industriel	499	
- Divers	<u>5 357</u>	195 726
Prêts et investissements		
- Prêts consentis aux fabricants de produits d'automobile au Canada	346	
- Prêts consentis à l'industrie de la défense pour l'aider à moderniser ses usines	5 509	
- Prêts - Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et de la tannerie	49	
- Prêts consentis à Canadair pour le financement des avions citernes	10 311	
- Prêts consentis aux fabricants dans le cadre de l'entente du Kennedy Round	3 965	
- Investissement pour l'acquisition d'actions de la société de Havilland Aircraft of Canada Ltd	4 067	
- Investissement pour l'acquisition d'actions et de titres de Canadair Limited	9 969	
- Investissement pour l'acquisition d'actions et de titres de Consolidated Computer	12 396	
		<u>46 612</u>
		<u>324 726</u>

Programme du Tourisme

Frais d'exploitation		<u>20 569</u>
Subventions et contributions		<u>1 517</u>
		<u>22 086</u>

Programme des céréales

Frais d'exploitation			2 460
Subventions et contributions			
- Ventes de blé (crédits)	7 743		
- Versement à la Commission canadienne du blé pour couvrir les frais encourus pour les réserves de provendes	2 743		
- Versements à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition de wagons- trémie couverts	167 341		
- Versements en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	2 550		
- Double prix du blé	65 303		
- Programme de stabilisatin des céréales de l'Ouest	61 801		
- Divers	<u>6 053</u>		
		<u>313 534</u>	
		<u>315 994</u>	
Total du Ministère			<u>662 806</u>

ÉTAT DES RECETTES  
du ministère de l'Industrie et du Commerce  
pour l'année terminée le 31 mars 1977

	<u>\$(milliers)</u>
Rendement des investissements	
Intérêts sur les prêts consentis à la Société pour l'expansion des exportations	77 442
Intérêts sur les prêts consentis à la Banque fédérale de développement	17 395
Intérêts sur les prêts consentis aux fabricants de produits d'automobile	1 243
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie pharmaceutique	60
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie de la chaussure et de la tannerie	118
Divers	323
Recettes diverses	1 953

HC 111 •A314	Canada COR
1976/77 Auteur C.4	
Title/Titre	
Date	
March 31/78	
June 2/78	
Oct 20/78	

0133-34.3 (10/70) 753

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



134442

